



Université du Québec
à Chicoutimi

MEMOIRE
PRÉSENTÉ À
L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI
EN VUE DE L'OBTENTION DE LA MAÎTRISE EN GESTION DE PROJET

Par :

KORIKO Taofik

**L'IMPACT DES PROJETS DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRES
DANS LA VIE DES BENEFICIAIRES EN AFRIQUE DE L'OUEST**

Juin 2025

Canada-Québec

Résumé

Ce mémoire analyse l'impact des projets de développement communautaire en Afrique de l'Ouest, une région qui, malgré ses ressources naturelles abondantes et les financements alloués, fait face à des défis persistants. La persistance de la pauvreté, des inégalités et de la dégradation environnementale interroge sur l'efficacité et la durabilité de ces initiatives.

L'analyse s'appuie sur une revue systématique de la littérature, enrichie par des études de cas et des analyses empiriques. Le but est de mesurer l'impact réel des projets sur les conditions de vie économique des destinataires et d'analyser leur réalisation, depuis la phase de conception jusqu'à l'évaluation à partir de l'hypothèse selon laquelle, les projets ne provoquent pas nécessairement des changements notables.

Les résultats montrent que, bien que ces initiatives visent à répondre aux besoins des communautés, elles souffrent généralement d'un manque de participation locale, ce qui limite leur impact. À l'inverse, les projets qui favorisent une implication active des bénéficiaires et intègrent des mécanismes d'autonomisation se révèlent plus efficaces et durables. L'étude met ainsi en évidence l'importance de la participation communautaire dans le succès des interventions.

Pour renforcer l'efficacité des projets, plusieurs recommandations sont formulées, notamment l'adoption d'une approche participative et l'implication accrue des bénéficiaires dans les processus décisionnels. En améliorant la compréhension des dynamiques de développement en Afrique de l'Ouest, ce mémoire propose des pistes concrètes pour optimiser les interventions et assurer leur pérennité.

Mots clés : Impact, développement communautaire, implication de la population, le taux de participation, la durée, la complétion, le revenu avant et après.

Remerciement

Ce mémoire est l'aboutissement d'un long parcours, jalonné de réflexions, de remises en question, de recherches et surtout d'un accompagnement humain inestimable. À toutes celles et tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, ont contribué à la réalisation de ce travail, je tiens à exprimer ma plus profonde gratitude.

Je remercie tout particulièrement **Monsieur Thierno Diallo**, mon directeur de mémoire, pour sa disponibilité, son accompagnement rigoureux, ses conseils méthodologiques et ses encouragements tout au long de ce processus. Son encadrement a été pour moi un appui précieux, tant sur le plan académique que personnel.

Ma reconnaissance va également à **Monsieur Bignon Aurelas Tohon**, dont l'aide dans la coordination de la rédaction m'a permis d'avancer avec sérénité et efficacité. Son implication constante a grandement facilité la structuration de ce travail.

Un grand merci aussi à la direction de programme et tout le corps professoral et administratif du département des sciences économiques et administratives de l'UQAC.

Je tiens aussi à remercier **Monsieur Kwakutse Elagbe DZAHINI**, pour sa contribution essentielle à la collecte de certaines informations qui ont enrichi le contenu de ce mémoire.

À ma mère, **Madame OURO-LONGA TCHAMBA RAFATOU**, je rends un hommage particulier pour son amour, ses prières, sa patience et son soutien indéfectible tout au long de mon parcours. Sa présence et ses encouragements m'ont donné la force de persévérer.

Enfin, je dédie une pensée émue à **mon défunt père, Koriko Tamimou**, dont le soutien inestimable a été une source d'inspiration au début de la rédaction de ce mémoire. Son départ demeure une grande perte, mais sa sagesse et ses valeurs continuent de m'accompagner chaque jour. Que son âme repose en paix.

À toutes ces personnes, je dis merci, du fond du cœur.

Dédicace

À mon très cher père, Koriko Tamimou,

*Toi qui as toujours cru en moi,
Toi qui m'as inculqué les valeurs de courage, de persévérance et de
dignité,
Toi qui, dès les premières lignes de ce mémoire, m'as accompagné de ta
sagesse, de ton amour et de tes encouragements...*

*Ton départ laisse un vide immense, mais ton souvenir continue de me
guider à chaque pas.
Ce travail est aussi le fruit de ton inspiration, et je te le dédie avec tout
mon amour, ma reconnaissance et mon respect éternel.*

Que la terre te soit légère.

Table des matières

| | |
|--|-----------|
| Résumé..... | ii |
| Remerciement | iii |
| Dédicace..... | v |
| Table des matières..... | viii |
| INTRODUCTION GENERALE | 1 |
| CHAPITRE 1 : PROBLEMATIQUE, OBJECTIF ET HYPOTHESE DE RECHERCHE.3 | |
| 1.1 Problématique..... | 3 |
| 1.2 La question principale de la recherche | 4 |
| Eu égard de cette problématique, l'on se pose la question de savoir, comment les projets de développement communautaires influencent-ils réellement les conditions de vie économique des bénéficiaires en Afrique de l'Ouest. | 4 |
| 1.3 Objectif principal de recherche..... | 4 |
| 1.4 L'hypothèse de recherche | 4 |
| CHAPITRE 2 : REVUE DE LITTÉRATURE | 7 |
| 2.1 Notion d'impact..... | 7 |
| 2.2 Le développement communautaire..... | 8 |
| 2.3 Les dimensions de l'impact des projets de développement communautaire | 9 |
| 2.3.1 Le niveau de participation des bénéficiaires aux projets de développement communautaire..... | 10 |
| 2.3.2 La durée des projets de développement communautaires comme facteur déterminant de l'impact | 12 |
| 2.3.3 Les dimensions de la durée d'un projet de développement communautaire | 13 |
| 2.3.3.1 La durée planifiée (Durée prévue ou contractuelle)..... | 13 |
| 2.3.3.2 La durée effective (Durée réelle de mise en œuvre) | 14 |
| 2.3.3.3 La durée d'appropriation communautaire | 14 |
| 2.3.3.4 La durée d'impact (Effets à long terme)..... | 14 |
| 2.3.4 Le taux de complétion | 15 |
| 2.3.5 Le revenu avant et après des bénéficiaires du projet comme indicateur d'impact des projets de développement communautaire..... | 16 |
| 2.4 Facteurs de succès et défis des projets communautaires | 17 |
| CHAPITRE 3 : METHODOLOGIE..... | 19 |
| 3.1 Définition de la revue systématique..... | 219 |
| 3.2 Justification de la méthode de recherche | 19 |
| 3.3 La portée pratique de la revue systématique..... | 19 |
| 3.3.1 Une aide à la prise de décision | 20 |
| 3.3.2 Un outil de planification stratégique et d'optimisation des ressources | 20 |
| 3.4 Objectifs de la revue systématique | 21 |
| 3.5 Démarche méthodologique..... | 21 |
| 3.5.1 Définition de la question de recherche | 21 |
| 3.5.2 Élaboration des critères d'inclusion et d'exclusion | 21 |
| 3.5.3 Recherche documentaire | 22 |
| 3.5.4 Sélection des études et extraction des données | 23 |

| | | |
|---|---|-----------|
| 3.5.5 | Les outils d'analyse des données..... | 24 |
| 3.5.6 | Validité, fiabilité et limites de la méthodologie..... | 24 |
| CHAPITRE 4 : PRESENTATION DES RESULTATS..... | | 26 |
| 4.1 | La zone de l'étude..... | 26 |
| 4.2 | Répartition des projets par type d'activité..... | 28 |
| 4.3 | Caractéristiques des projets analysés..... | 29 |
| 4.4 | Variation du revenu des bénéficiaires avant et après le projet..... | 30 |
| 4.5 | Taux de participation et de complétion par type d'activité..... | 31 |
| 4.6 | Corrélations entre les variables clés..... | 33 |
| 4.7 | Déterminants des variations de revenus..... | 35 |
| CHAPITRE 5 : DISCUSSIONS..... | | 36 |
| 5.1 | Discussion des résultats..... | 36 |
| 5.2 | Analyse critique et limite de recherche..... | 37 |
| 5.3 | Contribution de la recherche..... | 38 |
| 5.3.1 | Contribution théorique..... | 38 |
| 5.3.2 | Contribution managériale..... | 39 |
| 5.4 | Perspectives pratiques..... | 39 |
| 5.5 | Piste de recherche..... | 40 |
| 5.5.1 | Études longitudinales pour suivre l'évolution des impacts..... | 40 |
| 5.5.2 | Analyse des contextes locaux et culturelles spécifiques..... | 41 |
| CONCLUSION GENERALE..... | | 43 |
| Références bibliographiques..... | | 48 |
| Annexes : | | 54 |

Liste des tableaux

| | | |
|---|--|----|
| 1 | Tableau 1 : Les types d'activités couverts par les projets communautaires dans les articles étudiés..... | 24 |
| 2 | Tableau 2 : Aperçu général des caractéristiques des projets..... | 29 |
| 3 | Tableau 3 : Variation du revenu des bénéficiaires avant et après le projet..... | 31 |
| 4 | Tableau 4. Moyennes et écarts-types des taux de participation et de complétion selon le type d'activité..... | 31 |
| 5 | Tableau 5. Résultats des tests ANOVA pour les taux de participation et de complétion..... | 32 |
| 6 | Tableau 6. Test de normalité de Shapiro-Wilk..... | 33 |
| 7 | Tableau 7. Corrélations de Spearman entre variables quantitatives..... | 34 |
| 8 | Tableau 8 : Déterminants de la variation de revenu..... | 35 |

Liste des figures

| | | |
|-----------|---|----|
| Figure 1: | Carte de l'Afrique de l'ouest..... | 27 |
| Figure 2: | Représentation graphique des populations des 16 pays de l'Afrique de l'Ouest..... | 28 |

Sigles et acronymes

APD : Aide Publique au Développement **BAD** : Banque Africaine de Développement

BIT : Bureau International du Travail

CEDEAO : Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest

CSC : Communication pour le Changement Social

FAO : Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture

ICI : International Cocoa Initiative

ODD : Objectifs de Développement Durable

ONG : Organisation Non Gouvernementale

ONU : Organisation des Nations Unies

PAC : Programme d'Appui aux Communautés

PSE : Plan Sénégal Émergent

SEWA : Self-Employed Women's Association

SRP : Stratégies de Réduction de la Pauvreté

UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture

UNFCCC : Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques

UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

INTRODUCTION GENERALE

Les projets de développement communautaire visent à améliorer les conditions de vie des populations locales en les impliquant activement dans la prise de décisions et la gestion des ressources. Toutefois, de nombreuses études révèlent des insuffisances dans leur conception et leur mise en œuvre¹. Ces limites se manifestent principalement à travers quatre aspects majeurs qui sont entre autres : (1) la dépendance excessive aux expertises externes², (2) la fragmentation des interventions et le manque de coordination³, (3) l'insuffisance des ressources financières couplée à la résistance au changement⁴, ainsi que (4) l'absence d'une évaluation rigoureuse en amont⁵.

En Afrique de l'Ouest, de nombreux travaux se sont intéressés à la question de l'impact des projets de développement communautaire sous divers angles. Certains de ces travaux ont exploré le processus d'appropriation du modèle institutionnel d'accompagnement du programme par les facilitateurs de développement. Au Togo par exemple, Koudry (2020) a mis en évidence les transformations des pratiques personnelles et professionnelles des acteurs impliqués dans le développement communautaire.

Amouzou (2002) s'est intéressé à l'impact de la pluriethnicité sur les projets de développement communautaire en Afrique noire. L'auteur s'appuie sur une étude de cas menée dans l'Est

¹ **Olivier de Sardan, J.-P.** (2021), anthropologue souligne dans *La revanche des contextes* (2021) que les projets de développement communautaire en Afrique de l'Ouest souffrent d'une standardisation imposée par les normes internationales et les agences de développement, limitant leur adaptation aux réalités locales.

² **Mostafa Rhomari** (1990) révèle que les projets de développement dans les pays en développement souffrent d'une capacité locale déficiente en gestion de projets, caractérisée par une insuffisance de personnel, des procédures administratives lourdes et lentes, ainsi qu'une absence de coordination.

³ La fragmentation des interventions et le manque de coordination entre les divers acteurs du développement communautaire en Afrique de l'Ouest compromettent l'efficacité des projets. Plus précisément, Certaines initiatives ne sont pas « endogènes » et ne répondent pas nécessairement aux besoins des populations cibles, ce qui crée une inadéquation entre les activités menées et les besoins réels des communautés locales.

⁴ **Serge Graziani** (2015) analyse les défis liés à l'efficacité de l'aide publique au développement, en particulier les résistances au changement telles que la corruption et la bureaucratie, qui entravent la mise en œuvre des projets de développement.

⁵ Banque mondiale (2014).

Mono et la région centrale du Togo pour démontrer que la diversité ethnique peut être un facteur d'échec dans la mise en œuvre de ces projets.

La Fondation International Cocoa Initiative (ICI) a évalué l'impact de son programme de développement communautaire sur le travail des enfants en Côte d'Ivoire et au Ghana entre 2015 et 2018. Leurs travaux ont révélé une diminution significative du travail des enfants et une amélioration des taux de scolarisation dans 75 communautés productrices de cacao.

Ces différents travaux indiquent des perspectives variées sur les facteurs influençant les résultats des initiatives de développement communautaire en Afrique de l'Ouest. Pour la Banque Mondiale (2023), 35 % des projets de développement échouent à atteindre leurs objectifs, en raison de fixation d'indicateurs mal calibrés et du manque d'analyses quantitatives précises. En d'autres termes, plus d'interventions sont conduites avec des cibles ambitieuses parfois irréalistes, ce qui compromet leur viabilité et leur impact sur le terrain⁶ (Banque mondiale, 2023).

⁶ Un exemple illustratif est celui d'un projet agricole en Afrique de l'Ouest qui visait une augmentation de la productivité de 50 % en deux ans. Or, les résultats finaux ont révélé une progression bien inférieure aux attentes, avec seulement 15 % d'augmentation enregistrée (FIDA, 2022).

CHAPITRE 1 : PROBLEMATIQUE, OBJECTIF ET HYPOTHESE DE RECHERCHE

Tout travail scientifique débute par l'identification d'une problématique qui met en évidence les préoccupations, les insuffisances ou les questionnements liés à un phénomène précis. La formulation claire de cette problématique permet de justifier la nécessité de mener la recherche et d'en préciser les contours. C'est à partir de cette réflexion que se dégagent les objectifs poursuivis ainsi que les hypothèses qui guideront l'étude.

Ainsi, ce premier chapitre pose les bases théoriques et contextuelles du travail de cette recherche. Il présente d'abord la problématique générale qui motivent l'étude, puis définit l'objectif principal visé. Enfin, il propose une hypothèse de travail, qui servira de point de départ à l'analyse dans les chapitres suivants.

1.1 Problématique

Le développement communautaire en Afrique de l'Ouest vise à réduire la pauvreté et à renforcer les capacités locales, mais son impact réel reste souvent limité. Malgré des investissements conséquents, de nombreuses initiatives ne parviennent pas à améliorer durablement les conditions de vie des bénéficiaires.

Plusieurs travaux traitent de l'amélioration des conditions de vie des bénéficiaires des projets de développement communautaire en Afrique de l'Ouest. Les travaux de Jacob et Delville (1994), Diop (2022), Jacob et Delville (2019) arrivent à la conclusion selon laquelle, l'implication limitée des acteurs locaux entrave l'efficacité de ces projets, de même que le manque d'une bonne coordination retarde la mise en œuvre des projets et réduit leur efficacité. Ces auteurs ont également mis en évidence les lacunes dans l'évaluation des impacts sociaux, rendant difficile l'adaptation des projets aux réalités locales tout en soulignant que l'absence de motivation des bénéficiaires et des agents gouvernementaux constitue un frein majeur au développement décentralisé. Ces analyses convergent et montrent que sans une meilleure conception des projets (i), une implication effective des parties prenantes(ii), une coordination efficace (iii) et des outils d'évaluation adaptés(iv), les projets de développement communautaire peinent à atteindre leurs

objectifs ; remettant ainsi en cause l'efficacité des projets de développement communautaires.

1.2 La question principale de la recherche

Eu égard de cette problématique, l'on se pose la question de savoir, comment les projets de développement communautaires influencent-ils réellement les conditions de vie économique des bénéficiaires en Afrique de l'Ouest.

De cette question principale se déclinent une interrogation subsidiaire suivantes :

- Quels sont les principaux changements socio-économiques et culturels observés chez les bénéficiaires après la mise en œuvre des projets de développement communautaire en Afrique de l'Ouest ?

1.3 Objectif principal de recherche

1.4 L'hypothèse de recherche

L'hypothèse principale de cette recherche postule que les projets génèrent des transformations économiques significatives chez les bénéficiaires. En effet, en améliorant leurs conditions de vie, leur insertion socioprofessionnelle et leur autonomie, ces initiatives contribuent à un changement durable au sein des communautés. Toutefois, la réussite de ces projets ne dépend pas seulement de leur mise en place, mais également de divers facteurs déterminants.

Pour confirmer cette hypothèse, plusieurs articles ont servi de référence, à l'instar de l'étude menée par le Gret. (2011), qui analyse les différentes initiatives mises en place pour améliorer l'insertion professionnelle des jeunes. Elle met en lumière les effets positifs de ces projets sur leur autonomie et leurs conditions de vie.

De même, des projets d'électrification rurale ont montré un fort potentiel de transformation socio-économique au Kenya et au Nigéria. Town Carabajal et al. (2024), dans une étude réalisée dans les deux pays portant sur l'impact des mini-réseaux solaires, constatent des effets positifs considérables tant sur les ménages que sur les entreprises locales. Les auteurs précisent que : « *Les activités économiques et la productivité ont considérablement augmenté parmi les ménages et entreprises connectées. Le revenu*

médian des membres des communautés rurales kényanes a été multiplié par quatre. L'égalité des genres s'est également améliorée, les femmes ayant obtenu davantage d'opportunités en matière de prise de décision et d'entrepreneuriat » (Town Carabajal et al., 2024, p. 8, traduit de l'anglais).

Cette observation démontre que l'accès à l'électricité ne se limite pas à un simple confort domestique. Il catalyse le développement des activités génératrices de revenus, améliore la productivité et renforce la place des femmes dans la sphère économique et décisionnelle. Il s'agit donc d'une transformation à la fois économique et culturelle significative, contribuant à reconfigurer les rapports sociaux et les dynamiques de genre au sein des communautés.

Les preuves issues de ces différentes recherches démontrent de manière indiscutable que les projets de développement génèrent des transformations socio-économiques et culturelles significatives chez les bénéficiaires.

CHAPITRE 2 : REVUE DE LITTÉRATURE

Le présent chapitre constitue une revue de la littérature, étape fondamentale dans toute démarche scientifique visant à situer la recherche dans son contexte théorique et empirique.

Ainsi, ce chapitre s'intéresse à l'analyse approfondie des notions suivantes : l'impact des projets, le développement communautaire, l'implication des populations dans les initiatives locales, ainsi que des dimensions spécifiques permettant d'évaluer l'efficacité des projets tels que le taux de participation, la durée des interventions, le taux de complétion et l'évolution du revenu des bénéficiaires avant et après les projets.

L'objectif est de poser les bases conceptuelles et analytiques nécessaires à la compréhension du phénomène étudié, tout en s'appuyant sur des travaux théoriques et empiriques antérieurs. Cette revue permettra également d'identifier les facteurs clés qui influencent la réussite ou l'échec des projets communautaires, afin d'éclairer la problématique et de guider l'analyse des résultats.

2.1 Notion d'impact

Dans le champ du développement communautaire, le terme « impact » est central pour évaluer la pertinence, l'efficacité et la durabilité des actions menées auprès des communautés. En Afrique de l'Ouest, où les projets de développement communautaire sont nombreux et variés, le concept d'impact est devenu un indicateur fondamental pour mesurer la transformation socio-économique des populations ciblées.

Plusieurs auteurs ont tenté de cerner la notion d'impact dans le cadre du développement. Selon Roche (1999), l'impact désigne « les changements significatifs et durables, positifs ou négatifs, attendus ou inattendus, dans la vie des bénéficiaires ou dans leur environnement, résultant directement ou indirectement d'une intervention ». Cette définition est particulièrement pertinente dans le contexte ouest-africain, où les effets des projets communautaires peuvent se manifester sur plusieurs dimensions : économique, sociale, culturelle, environnementale, etc.

De son côté, White (2009) précise que l'impact implique une évaluation rigoureuse des effets attribuables à une intervention, en distinguant clairement ce qui est dû au projet de ce qui relèverait d'autres facteurs. Il propose une approche méthodologique basée sur la comparaison entre groupes bénéficiaires et non-bénéficiaires, ce qui permet de mieux isoler les changements induits par le projet. Cette exigence méthodologique est essentielle, notamment dans les zones rurales ouest-africaines, où les conditions de vie peuvent évoluer sous l'effet d'autres dynamiques externes (politiques publiques, migrations, crises climatiques, etc).

Par ailleurs, Kusek et Rist (2004) insistent sur la distinction entre *outputs*, *outcomes* et *impacts*. Tandis que les outputs sont les produits directs des activités (ex : construction d'un puits), et les outcomes les résultats à court terme (ex : accès amélioré à l'eau), l'impact désigne les transformations durables sur la santé, l'éducation, l'autonomisation, etc. Cette hiérarchisation permet une meilleure compréhension des effets profonds des projets de développement communautaire.

Dans le contexte africain, Ekanayake et Wescott (1999) mettent en lumière la difficulté de mesurer l'impact dans les pays en développement, en raison de l'absence de données fiables, de la complexité des dynamiques communautaires et de la multiplicité des intervenants. Ils recommandent une approche participative, impliquant les bénéficiaires dans l'évaluation des impacts pour mieux saisir les changements vécus et perçus.

Pour Chambers (1997), l'impact ne doit pas être uniquement quantitatif. Pour lui, les projets communautaires doivent être évalués aussi en termes de renforcement des capacités, de participation, de dignité et d'autonomisation des populations locales. Cette approche est particulièrement adaptée aux réalités ouest-africaines où les changements qualitatifs sont souvent plus révélateurs de la transformation sociale que les simples indicateurs chiffrés.

Les auteurs s'accordent sur la nécessité de recourir à des approches méthodologiques rigoureuses, mais aussi sensibles au contexte local, pour capter la complexité des changements induits par les interventions. Cela implique une implication active des communautés dans l'évaluation, une attention particulière aux changements qualitatifs, et une prise en compte des dimensions inattendues de l'action communautaire.

2.2 Le développement communautaire

Le concept de "développement communautaire" est riche et multidimensionnel, ayant été influencé par de nombreux auteurs et praticiens au fil du temps.

Une communauté est caractérisée par des relations sociales intimes, personnelles, et durables, souvent trouvées dans des contextes familiaux ou villageois (Kildyushov, O. V. (2023)). Les liens dans une communauté sont fondés sur des sentiments d'appartenance mutuelle et de soutien réciproque. Durkheim, É. (1893/2013). *De la division du travail social*. Paris : Presses Universitaires de France. a d'ailleurs employé les termes de solidarité mécanique et solidarité organique pour décrire les types de liens sociaux qui existent. La solidarité mécanique caractérise les sociétés traditionnelles où les membres partagent des similitudes et des valeurs communes. Cela correspond à une forme de communauté où la cohésion sociale est forte en raison des liens étroits et des ressemblances. Pour Max Weber, la communauté est basée sur la « relation sociale » ; qui aussi est basée sur des croyances ou des sentiments subjectifs des participants en faveur de l'appartenance commune. Il distingue cela des associations, qui sont des relations formelles basées sur des intérêts spécifiques.

Le « développement communautaire » est donc un processus par lequel les membres d'une communauté travaillent ensemble pour identifier et résoudre leurs problèmes communs. Il s'agit d'une approche participative visant à améliorer la qualité de vie et à promouvoir le bien-être économique, social et environnemental de la communauté. Ce concept met l'accent sur l'autonomisation, la participation et la collaboration entre les membres de la communauté. Pour accéder au développement communautaire, il est important de donner aux communautés les outils et les capacités nécessaires pour prendre en main leur propre développement étant donné que les membres de la communauté connaissent eux même leurs réels besoins et peuvent être impliqués dans sa résolution comme l'ont souligné Friedmann (1992) et Green et Haines (2002). Le développement communautaire prend donc en compte tous les paramètres et ça part de renforcement de capacité des membres de la communauté à un renforcement des institutions. Korten (1990) parlera d'un développement communautaire durable, en mettant l'accent sur l'importance des actions volontaires et de la participation des citoyens. Il propose un cadre

pour le développement qui intègre les aspects sociaux, économiques et environnementaux. Selon Paulo Freire (1970), le développement communautaire doit être un processus participatif où les membres de la communauté deviennent conscients de leur situation socio-économique et politique, et s'engagent activement dans leur propre libération et développement.

2.3 Les dimensions de l'impact des projets de développement communautaire

Les projets de développement communautaire, de par leur nature inclusive et participative, engendrent des impacts multidimensionnels qui transforment profondément la vie des bénéficiaires. Ces impacts s'inscrivent dans une dynamique intégrée, influençant des dimensions économiques, sociales, culturelles et environnementales de manière interdépendante.

D'un point de vue économique, ces initiatives favorisent l'amélioration des revenus et la création d'emplois, grâce notamment à la mise en place de plusieurs initiatives à l'exemple des coopératives agricoles, à des programmes de microcrédits ou à des formations professionnelles. En soutenant les populations locales dans l'acquisition de compétences et l'accès à des opportunités économiques, ces projets posent les bases d'une croissance inclusive et durable. Ainsi, comme le souligne Chambers (1983), les projets axés sur la réduction de la pauvreté stimulent l'émergence d'activités génératrices de revenus, tandis que Sachs (2005) met en avant leur rôle dans la réduction des disparités économiques. Cette amélioration des conditions économiques favorise également l'accès aux services essentiels et renforce la résilience des communautés face aux défis sociaux.

Sur le plan social, les projets de développement communautaire complètent ces avancées économiques en améliorant la vie des bénéficiaires de plusieurs manières. Ces projets jouent un rôle clé dans le développement humain et l'épanouissement individuel, comme le soutient Sen (1999). L'amélioration des infrastructures sociales contribue également à réduire les inégalités intercommunautaires, un effet mis en lumière par Fritzen (2007). Par exemple, des programmes comme "Schools for Africa" de l'UNICEF montrent comment l'accès accru à l'éducation peut également influencer positivement d'autres

dimensions, telles que l'égalité des genres et la participation active des jeunes dans le développement communautaire.

Cette dynamique ne s'arrête pas à l'économique et au social : les projets de développement communautaire intègrent également une dimension culturelle en valorisant et préservant les identités locales. En incluant les savoirs traditionnels et en respectant les perspectives culturelles des communautés, ces initiatives renforcent leur appropriation et leur durabilité. Escobar (1995) et Kothari (2001) insistent sur l'importance de ces approches culturelles pour garantir un développement ancré dans les réalités locales. Par exemple, le projet de sauvegarde des pratiques artisanales au Burkina Faso a non seulement dynamisé l'économie locale, mais également consolidé le patrimoine culturel de la région.

En dehors des éléments précédemment cités, les aspects environnementaux des projets communautaires montrent que ces initiatives contribuent également à la gestion durable des ressources naturelles. En responsabilisant les communautés locales, elles intègrent la conservation de l'environnement dans un modèle global de développement. Ostrom (1990) et Pretty et Ward (2001) ont démontré que les approches participatives dans la gestion des ressources permettent de réduire les dégradations environnementales tout en offrant des opportunités économiques alternatives. Par exemple, la gestion participative des forêts en Tanzanie illustre comment les efforts environnementaux peuvent aussi renforcer la dimension économique grâce à des activités comme l'écotourisme.

Ainsi, en reliant les dimensions économiques, sociales, culturelles et environnementales, les projets de développement communautaire démontrent leur capacité à transformer durablement la vie des bénéficiaires. Leur efficacité repose cependant sur une compréhension approfondie des contextes locaux et sur l'implication active des populations tout au long du processus, garantissant ainsi des impacts qui se renforcent mutuellement et favorisent un développement inclusif et durable.

2.3.1 Le niveau de participation des bénéficiaires aux projets de développement communautaire

L'implication des communautés est un élément clé pour l'accomplissement et la durabilité des initiatives de développement communautaire, car ces projets sont réalisés dans le but

d'améliorer leur qualité de vie. Depuis les années 1970, on considère la participation comme un axe central dans la stratégie de développement, notamment par l'idée que les destinataires doivent jouer un rôle actif dans leur propre transformation socio-économique (Chambers, 1994).

Selon Arnstein (1969), la participation se décline en plusieurs niveaux, allant de la simple information à un véritable contrôle citoyen sur les décisions et les actions. Ce modèle, connu sous le nom d'échelle de la participation, met en évidence que la participation ne se limite pas à la consultation, mais implique un transfert de pouvoir réel aux communautés.

Plusieurs recherches, dans le cadre africain, ont souligné l'importance d'une implication réelle des communautés dans les initiatives locales. Par exemple, Amouzou (2002) met en évidence que les initiatives de développement communautaire en Afrique subsaharienne ont davantage de succès quand les destinataires sont engagés dès l'étape d'évaluation et de planification. Il souligne que cette participation favorise l'adoption locale des projets et leur pérennité.

Par ailleurs, la Banque mondiale (1996) rappelle que la participation communautaire est non seulement un droit, mais aussi un facteur d'efficacité et de responsabilisation. En effet, lorsque les membres de la communauté prennent part activement à la mise en œuvre des projets, cela permet de renforcer la cohésion sociale, d'améliorer l'adaptation des interventions aux besoins réels, et de réduire les risques d'échec.

Dans la même perspective, Mansuri et Rao (2013) ont montré, à travers une revue de projets menés en Afrique et en Asie, que la participation communautaire augmente la légitimité des actions de développement et améliore les résultats socio-économiques, à condition qu'elle soit inclusive et équitable. Ils mettent cependant en garde contre les formes de participation symbolique ou manipulée, qui peuvent renforcer les inégalités et discréditer les interventions.

En complément, Ackerman (2004) insiste sur la dimension de redevabilité (accountability) dans les projets participatifs. Selon lui, la participation doit s'accompagner de mécanismes transparents de gestion et de suivi-évaluation, permettant aux populations de contrôler l'utilisation des ressources et l'atteinte des objectifs.

Enfin, certaines recherches soulignent que les dynamiques socioculturelles, le capital social local et les rapports de pouvoir influencent fortement la qualité de la participation. Adjei et al. (2017), dans une étude au Ghana, démontrent que la participation effective est souvent limitée par les inégalités de genre, le manque de capacités organisationnelles et la méfiance envers les autorités.

Ainsi, la participation aux projets de développement communautaire ne peut être réduite à une simple présence physique ou à la consultation ponctuelle des populations. Elle doit être envisagée comme un processus continu d'implication, de prise de décision partagée et de renforcement des capacités locales, dans le but de garantir un impact durable et significatif.

2.3.2 La durée des projets de développement communautaires comme facteur déterminant de l'impact

La notion de durée dans les projets de développement communautaire constitue un paramètre essentiel dans l'évaluation de leur efficacité et de leur impact à long terme. Plusieurs chercheurs soulignent que la temporalité des interventions joue un rôle clé dans l'ancrage des changements sociaux, économiques et culturels au sein des communautés bénéficiaires.

Tout d'abord, la durée des projets est directement liée à la consolidation des acquis et à la pérennisation des effets induits. Selon Mansuri et Rao (2013), les projets de courte durée, souvent dictés par des logiques de financement ou des agendas politiques, peinent à générer des transformations structurelles durables. Ces auteurs insistent sur le fait que les projets communautaires nécessitent du temps pour renforcer les capacités locales, instaurer la confiance entre les acteurs et favoriser l'appropriation des initiatives par les populations. Dans la même perspective, Labrousse et Naudet (2014) soulignent que les projets éphémères produisent des effets superficiels, qui s'estompent rapidement dès le retrait des partenaires techniques et financiers.

Par ailleurs, il existe une nuance entre les projets à court, moyen et long terme, en fonction de leurs objectifs et des résultats attendus. D'après Diallo (2020), les projets à court terme (moins de deux ans) se limitent souvent à des actions ponctuelles ou à des réponses d'urgence, tandis que les projets à moyen et long terme (trois à dix ans) permettent de

mettre en place des mécanismes institutionnels locaux et des dynamiques d'autonomisation des bénéficiaires. Ces projets favorisent également l'émergence d'une gouvernance communautaire plus solide et la résilience des populations face aux aléas.

Il convient également de noter que la durée idéale d'un projet dépend de sa complexité et du contexte local. Selon Chambers (1997), les approches participatives et inclusives, qui placent les bénéficiaires au cœur du processus décisionnel, nécessitent un temps d'implantation plus long pour être véritablement efficaces. Ce temps permet de surmonter les résistances initiales, de construire des alliances avec les leaders communautaires et de promouvoir des changements de comportement durables.

Certaines études empiriques confirment l'importance de la durée dans la réussite des projets. Par exemple, l'évaluation du programme PROCOM en Afrique de l'Ouest par Hounkpe et al. (2018) a montré que les projets ayant bénéficié d'un accompagnement sur au moins cinq ans ont présenté des indicateurs d'impact socio-économique nettement supérieurs à ceux des projets de courte durée.

La durée des projets de développement communautaire apparaît donc comme un facteur transversal influençant tant la qualité de la mise en œuvre que la pérennisation des effets. Les recherches convergent vers l'idée qu'une temporalité adaptée, intégrant les réalités locales et les dynamiques sociales, est indispensable pour maximiser l'impact des interventions.

2.3.3 Les dimensions de la durée d'un projet de développement communautaire

Dans le domaine de développement communautaire, la durée est un concept multidimensionnel qui recouvre plusieurs aspects essentiels influençant la réussite et l'impact des interventions. On identifie au moins quatre grandes dimensions de la durée à prendre en compte : la durée planifiée, la durée effective, la durée d'appropriation communautaire et la durée d'impact.

2.3.3.1 La durée planifiée (Durée prévue ou contractuelle)

Il s'agit de la période définie dans les documents de projet par les bailleurs de fonds ou les agences d'exécution. Cette durée résulte souvent de contraintes institutionnelles,

budgétaires ou politiques (Labrousse & Naudet, 2014). Or, plusieurs études montrent que cette temporalité administrative ne correspond pas toujours aux besoins réels du terrain, surtout dans les projets communautaires qui nécessitent des processus longs d'inclusion et de participation (Mansuri & Rao, 2013).

2.3.3.2 La durée effective (Durée réelle de mise en œuvre)

La durée effective désigne le temps réellement consacré à la mise en œuvre du projet, souvent influencé par des retards, des contraintes logistiques ou des imprévus contextuels (Diallo, 2020). Selon Chambers (1997), les décalages entre la durée prévue et la durée effective peuvent compromettre les résultats, notamment lorsque les actions sont interrompues prématurément faute de financement ou de planification réaliste.

2.3.3.3 La durée d'appropriation communautaire

La dimension de l'appropriation par les bénéficiaires renvoie au temps nécessaire pour que les communautés intègrent les innovations du projet dans leurs pratiques quotidiennes. Cette dimension est particulièrement importante pour assurer la durabilité des actions (Pretty, 1995). Des recherches montrent que cette appropriation ne peut se faire que progressivement, en fonction des dynamiques sociales, des résistances culturelles et du degré d'implication locale (Mansuri & Rao, 2013).

2.3.3.4 La durée d'impact (Effets à long terme)

La durée d'impact fait référence au temps nécessaire pour que les effets du projet se traduisent en transformations visibles et mesurables au niveau socio-économique ou culturel (Hounkpe et al., 2018). Comme le soulignent Chambers (1997) et Diallo (2020), certains résultats, notamment en matière d'autonomisation ou de renforcement du capital social, ne se matérialisent qu'à moyen ou long terme, bien au-delà de la période officielle du projet.

Ces dimensions montrent que la notion de "durée" doit être abordée de manière holistique et contextuelle. Il ne suffit pas de se focaliser sur le calendrier du projet ; il faut aussi considérer le temps nécessaire à l'appropriation sociale, la persistance des effets et l'évolution des dynamiques communautaires. Adopter cette lecture multidimensionnelle

permet de mieux concevoir, piloter et évaluer les projets de développement communautaire.

2.3.4 Le taux de complétion

L'indicateur « taux de complétion » occupe une place essentielle dans l'évaluation de l'impact des projets de développement communautaire. Ce concept fait référence au pourcentage d'activités ou d'objectifs prévus dans le cadre d'un projet qui ont effectivement été réalisés dans les délais et selon les standards définis (Diallo & Wodon, 2007). Il constitue ainsi un indicateur de performance permettant de juger de l'efficacité de la mise en œuvre du projet.

Selon Bamberger et al. (2012), un projet dont le taux de complétion est élevé est généralement perçu comme ayant respecté ses engagements contractuels, ce qui constitue une condition nécessaire mais non suffisante à la création d'un impact durable. Ces auteurs soulignent que la complétion ne se limite pas à la simple exécution physique des activités, mais englobe aussi la qualité des réalisations et leur conformité aux attentes initiales des bénéficiaires.

Dans le même sens, Rossi, Lipsey et Freeman (2019) rappellent que le taux de complétion permet non seulement de vérifier la réalisation des livrables, mais aussi de déceler les écarts entre la planification et l'exécution. Ces écarts peuvent résulter de divers facteurs, tels que le manque de ressources, les imprévus sociopolitiques ou les défis organisationnels. Ainsi, un faible taux de complétion peut être le symptôme de défaillances dans la gestion du projet ou d'une inadéquation entre le projet et le contexte local (Chambers, 1997).

Par ailleurs, plusieurs études insistent sur la corrélation entre le taux de complétion et l'impact perçu par les bénéficiaires. En Afrique de l'Ouest, Booth et al. (2018) ont montré que les projets communautaires affichant des taux de complétion supérieurs à 80 % présentaient des effets significativement plus positifs sur les indicateurs socio-économiques locaux, notamment en matière d'accès aux services de base, d'augmentation des revenus et d'amélioration des conditions de vie.

Toutefois, il convient de nuancer cette lecture quantitative. Comme l'affirme Guijt (2014), la complétion d'un projet ne garantit pas automatiquement son impact, surtout si les activités réalisées ne répondent pas aux besoins réels des communautés. D'où la nécessité d'associer le taux de complétion à d'autres indicateurs qualitatifs, tels que la satisfaction des bénéficiaires, la durabilité des résultats et le degré d'appropriation locale.

Comme indicateur clé de suivi et d'évaluation dans les projets de développement communautaire, le taux de complétion permet donc, de mesurer l'efficacité de l'exécution du projet, tout en fournissant des éléments d'analyse sur les écarts éventuels et les facteurs influençant le succès ou l'échec du projet.

2.3.5 Le revenu avant et après des bénéficiaires du projet comme indicateur d'impact des projets de développement communautaire

L'analyse comparative du revenu avant et après la mise en œuvre d'un projet constitue en effet un outil classique permettant d'apprécier l'effet direct des interventions sur le bien-être économique des populations ciblées (Ravallion, 2001).

Selon White (2009), le revenu est l'un des indicateurs les plus tangibles pour évaluer les changements socio-économiques induits par un projet, car il reflète à la fois l'accès à des opportunités économiques, la productivité des bénéficiaires et leur pouvoir d'achat. En ce sens, une amélioration significative du revenu post-intervention est généralement interprétée comme un signe d'efficacité du projet.

Par exemple, l'étude de Wossen et al. (2017) menée au Nigeria sur les effets des projets agricoles a révélé que les bénéficiaires ayant participé aux activités communautaires ont vu leur revenu agricole augmenter en moyenne de 25 % par rapport à la période antérieure au projet. De même, l'évaluation conduite par Karlan et al. (2012) au Ghana sur un projet d'accès au microcrédit a montré que les ménages bénéficiaires ont enregistré une hausse moyenne de 15 % de leurs revenus globaux après deux ans d'implémentation du projet.

Toutefois, certains auteurs soulignent la nécessité d'adopter une approche méthodologique rigoureuse pour mesurer ces variations de revenus. D'après Bamberger et al. (2010), il est impératif de tenir compte des effets externes, tels que les fluctuations économiques ou les crises locales, qui pourraient influencer les revenus indépendamment

du projet. Ils recommandent ainsi l'utilisation d'approches contrefactuelles, notamment les méthodes expérimentales ou quasi-expérimentales, afin d'attribuer avec plus de fiabilité les variations de revenu à l'intervention proprement dite.

Par ailleurs, l'évaluation des revenus avant et après projet doit prendre en compte la diversité des sources de revenus des bénéficiaires. Comme l'indiquent Chambers et Conway (1992), les populations rurales et vulnérables disposent souvent de sources de revenus multiples, informelles et saisonnières, ce qui nécessite une approche holistique pour capturer l'ensemble des changements induits par le projet.

2.4 Facteurs de succès et défis des projets communautaires

Le succès et la durabilité des projets de développement communautaire en Afrique de l'Ouest reposent sur un équilibre subtil entre les facteurs de réussite et les défis contextuels propres à chaque milieu. Comme le soutiennent Mansuri et Rao (2013), l'efficacité des projets communautaires dépend largement de la manière dont ils mobilisent les ressources locales, favorisent la participation et s'adaptent aux réalités socioculturelles des bénéficiaires. Parmi les éléments déterminants, le leadership communautaire émerge comme un levier central. Selon Chambers (1997), les leaders locaux jouent un rôle clé dans la responsabilisation des membres de la communauté en facilitant l'appropriation des projets, en renforçant la cohésion sociale et en assurant la médiation entre les différentes parties prenantes.

Cependant, ce leadership ne peut produire ses effets que s'il s'inscrit dans des partenariats stratégiques efficaces. D'après Craig et Porter (2014), les collaborations entre les communautés, les gouvernements, les ONG et les bailleurs internationaux permettent de mutualiser les ressources, de renforcer les capacités locales et de partager les risques, augmentant ainsi la probabilité de réussite des initiatives. Ces partenariats apportent également des expertises techniques et des financements indispensables, contribuant à consolider les bases institutionnelles des projets (World Bank, 2004).

Le financement durable constitue un autre pilier fondamental. La dépendance exclusive à l'aide extérieure expose les projets à des interruptions imprévues, compromettant leur continuité (Kolk, 2014). La diversification des sources de financement, notamment à travers les contributions locales, les investissements privés et les mécanismes d'épargne

communautaire, permet d'assurer la résilience financière à long terme, comme le préconisent Brinkerhoff et Brinkerhoff (2011).

Toutefois, malgré ces facteurs de succès, les projets communautaires rencontrent des obstacles structurels. La corruption, par exemple, constitue un frein majeur en détournant les ressources allouées aux bénéficiaires et en sapant la confiance des populations (Transparency International, 2022). Ce phénomène, combiné à un manque de coordination entre les acteurs et à des rivalités institutionnelles, réduit considérablement l'efficacité des interventions (Amouzou, 2002).

Par ailleurs, la résistance au changement dans certaines communautés, souvent liée aux croyances culturelles ou à la méfiance vis-à-vis des acteurs extérieurs, entrave l'adoption des innovations. Rogers (2003), à travers sa théorie de la diffusion de l'innovation, souligne que l'appropriation des nouvelles pratiques dépend étroitement de leur compatibilité avec les valeurs socioculturelles existantes et de la capacité des promoteurs à adapter les approches aux réalités locales.

Les défis varient également selon que les projets se déploient en milieu rural ou urbain. Dans les zones rurales, les contraintes telles que l'éloignement géographique, l'insuffisance d'infrastructures, le faible taux d'alphabétisation et l'accès limité aux services sociaux de base limitent la participation active des populations (Adger et al., 2005). Ces communautés, marginalisées, peinent à bénéficier pleinement des projets de développement. À l'inverse, les espaces urbains sont confrontés à des problématiques spécifiques : surpopulation, inégalités socio-économiques, insécurité et fragmentation sociale (UN-Habitat, 2020). Ces facteurs exacerbent la compétition pour les ressources et compromettent la cohésion nécessaire à la réussite des initiatives collectives.

En somme, pour maximiser leur impact, les projets de développement communautaire doivent s'appuyer simultanément sur des leviers de réussite tels que le leadership local, les partenariats stratégiques et le financement durable, tout en intégrant des stratégies adaptées aux défis spécifiques des zones rurales et urbaines. Comme le recommandent Ackerman (2004) et Cornwall (2008), une compréhension fine des dynamiques socioculturelles, une approche participative et une gouvernance transparente sont indispensables pour transformer les obstacles en opportunités et assurer des impacts significatifs sur les conditions de vie des populations en Afrique de l'Ouest.

CHAPITRE 3 : METHODOLOGIE

Ce troisième chapitre porte sur les définitions à la méthodologie de la revue systématique, la justification scientifique et la portée pratique de la revue systématique adoptée. Ensuite, seront exposés les différentes étapes du processus méthodologique, notamment la formulation de la question de recherche, le choix des critères d'inclusion et d'exclusion des études, ainsi que les techniques d'analyse des données mobilisées.

3.1 Définition de la revue systématique

Une revue systématique est une méthode rigoureuse de synthèse des preuves scientifiques concernant une question de recherche spécifique. Selon Cochrane (2011), « Une revue systématique » est une revue qui utilise des méthodes explicites et systématiques pour identifier, sélectionner et évaluer de manière critique les recherches pertinentes, et pour collecter et analyser les données des études incluses dans la revue.

3.2 Justification de la méthode de recherche

Les revues systématiques utilisent des méthodes explicitement définies et transparentes pour collecter et analyser les données, ce qui améliore la reproductibilité et la validité des résultats. En utilisant des critères de sélection stricts et des techniques d'analyse statistiques appropriées, les revues systématiques réduisent les biais qui peuvent affecter les résultats des études individuelles. Elles permettent de combiner les résultats de multiples études pour fournir une image plus complète et fiable de l'état actuel des connaissances sur un sujet donné, enfin, elles sont souvent utilisées pour informer les décisions politiques, les lignes directrices cliniques et les pratiques professionnelles en fournissant une base de preuves solides. Dans le cadre de notre recherche, l'utilisation de la revue systématique se justifie par la complexité du sujet, la richesse de la littérature existante et la nécessité de produire une analyse globale, rigoureuse et crédible. Cette méthode permet non seulement de tirer des enseignements solides à partir de l'expérience passée, mais aussi de formuler des recommandations pertinentes pour les futurs projets de développement dans la région. Elle s'inscrit ainsi pleinement dans une démarche de recherche utile, opérationnelle et ancrée dans la réalité sociale ouest-africaine.

3.3 La portée pratique de la revue systématique

Dans le contexte des recherches sur le développement communautaire, l'examen des dynamiques théoriques ou des discours institutionnels ne suffit pas ; il est primordial de générer une connaissance pertinente, mise en pratique et capable de guider l'action.

C'est dans cette logique que se justifie l'usage de cette approche dans le cadre de notre recherche.

L'étude de l'impact des projets de développement communautaires nécessite une analyse transversale et comparative. En Afrique de l'Ouest, les interventions communautaires sont nombreuses, variées et dispersées entre ONG, bailleurs internationaux et gouvernements. Les résultats rapportés sont souvent épars, parfois contradictoires. La revue systématique devient un outil essentiel dans la mesure où elle permet de centraliser les données, faciliter l'identification des tendances générales et garantir une certaine objectivité.

3.3.1 Une aide à la prise de décision

La portée pratique de la revue systématique réside dans son utilité pour la prise de décision fondée sur des preuves. En regroupant et en analysant les résultats de nombreuses études empiriques réalisées dans plusieurs pays de l'Afrique de l'Ouest, cette méthode fournit une base solide pour notre démarche dans la recherche et aide à comprendre au mieux les politiques, les programmes et les interventions.

3.3.2 Un outil de planification stratégique et d'optimisation des ressources

En Afrique de l'Ouest, les ressources financières, humaines et matérielles destinées au développement communautaire sont souvent limitées. Il est donc essentiel de les mobiliser de manière efficiente. La revue systématique, en révélant les approches qui génèrent les meilleurs résultats pour les bénéficiaires, contribue à une planification stratégique plus éclairée.

L'exercice dépasse largement le cadre académique. Elle constitue un véritable levier d'action et de transformation sociale. Dans une région comme l'Afrique de l'Ouest, où les défis liés au développement communautaire sont nombreux et urgents, cette méthodologie permet de capitaliser sur les expériences passées, d'améliorer la qualité des interventions et de renforcer la pertinence des politiques publiques. Sa portée pratique se

manifeste dans la planification, la mise en œuvre, l'évaluation et l'amélioration des projets, au bénéfice des bénéficiaires eux-mêmes. En ce sens, elle s'inscrit pleinement dans une logique de développement durable, participatif et fondé sur des preuves.

3.4 Objectifs de la revue systématique

Considérant le thème de notre recherche, la revue systématique poursuit plusieurs objectifs :

Objectif 1 : Synthèse des connaissances existantes : Notre revue systématique nous permet de rassembler et de synthétiser des informations clés sur l'impact des projets de développement communautaire en Afrique de l'Ouest en se focalisant sur des initiatives déjà réalisées dans presque tous les pays de l'Afrique de l'ouest ;

Objectif 2 : Évaluation de l'efficacité : l'étude de cas permet de mesurer et d'évaluer l'efficacité des projets en termes de résultats mesurables pour les bénéficiaires. Cela inclut des aspects comme l'amélioration des conditions de vie à partir des indicateurs clés.

Objectif 3 : Identification des lacunes de la recherche : La revue permet de repérer ce qui n'a pas marché ou été négligé dans le projet analysé et de tirer parti des meilleures pratiques et leçons apprises.

3.5 Démarche méthodologique

La démarche de revue systématique adoptée dans cette recherche s'est structurée autour de plusieurs étapes complémentaires.

3.5.1 Définition de la question de recherche

Dans un premier temps, il s'est agi de définir clairement la question centrale guidant cette étude. La problématique posée est la suivante : *Comment les projets de développement communautaire influencent-ils les conditions de vie des bénéficiaires en Afrique de*

l'Ouest et quels sont les facteurs clés déterminant leur succès ou leur échec ? Cette question a orienté l'ensemble du processus de recherche documentaire et a permis de cibler les travaux scientifiques pertinents en lien avec la thématique étudiée.

3.5.2 Élaboration des critères d'inclusion et d'exclusion

3.5.3

La sélection des études dans le cadre de cette revue systématique s'est appuyée sur des critères méthodologiques rigoureux, conformément aux recommandations de Petticrew et Roberts

(2006) en matière de revues systématiques dans le champ du développement social. Premièrement, seules ont été retenues les recherches portant sur des projets de développement communautaire mis en œuvre en Afrique de l'Ouest entre 2000 et 2024. Cette période permet de saisir les dynamiques récentes et d'évaluer l'impact des initiatives contemporaines sur les conditions de vie des populations, comme le préconisent White et al. (2009) pour les évaluations d'impact dans les pays en développement.

Deuxièmement, les études incluses devaient analyser explicitement les effets des projets sur les conditions de vie des bénéficiaires, en prenant en compte des dimensions clés telles que l'évolution des revenus, l'autonomisation socio-économique, ou encore le renforcement des capacités communautaires, à l'instar des travaux de Narayan (2005) sur la participation et l'autonomisation dans les projets de développement.

Troisièmement, conformément aux standards méthodologiques recommandés par Creswell (2014), seules les recherches basées sur des approches empiriques, qu'elles soient quantitatives, qualitatives ou mixtes, ont été intégrées. Enfin, les sources retenues devaient provenir de revues scientifiques indexées, de rapports d'institutions internationales reconnues ou de documents de recherche produits par des organismes crédibles (Banque mondiale, 2018 ; UNDP, 2020).

À l'inverse, les études à caractère purement théorique, les publications d'opinion, ou les analyses dépourvues de données empiriques robustes ont été systématiquement écartées, conformément aux recommandations de Higgins et Green (2011) relatives à la rigueur dans la sélection documentaire.

3.5.4 Recherche documentaire

La recherche documentaire s'est appuyée principalement sur la base Google Scholar, reconnue pour sa large couverture académique (Falagas et al., 2008). En complément, des rapports et publications d'organisations internationales telles que la Banque mondiale,

les Nations Unies, l'UNICEF, et les ONG majeures impliquées en Afrique de l'Ouest ont été consultés (Banque mondiale, 2018 ; UNDP, 2020). La sélection des documents s'est appuyée sur des mots-clés pertinents et validés scientifiquement : *développement communautaire, impact, Afrique de l'Ouest, autonomisation, et projets communautaires*, conformément à la démarche proposée par Booth et al. (2016) pour optimiser l'exhaustivité des recherches systématiques.

3.5.5 Sélection des études et extraction des données

La procédure de sélection a suivi une approche par étapes, inspirée des protocoles PRISMA (Moher et al., 2009). Une présélection initiale s'est basée sur les titres et résumés, permettant d'écarter les documents manifestement non pertinents. Les publications retenues ont été classées dans une base structurée sous Excel, comme recommandé par Gough et al. (2012) pour assurer la traçabilité.

La lecture intégrale des études retenues a permis d'extraire des informations essentielles : le pays d'intervention, le type et le domaine d'action des projets, la méthodologie employée, ainsi que les impacts observés, notamment en matière d'évolution des revenus et d'autonomisation. Des variables spécifiques telles que le taux de participation, le taux de complétion des projets, et les comparaisons des revenus avant et après intervention ont également été systématiquement relevées (White, 2009 ; Narayan, 2005).

Au final, 64 études, issues de 16 pays d'Afrique de l'Ouest (4 études par pays), ont satisfait l'ensemble des critères d'inclusion (voir Annexe B : Tableau des articles sélectionnés par pays).

Les projets ont été classifiés selon trois grands domaines d'activité (finance, commerce, culture), à l'instar des typologies utilisées dans les travaux de Chambers (1997) sur le développement communautaire.

1Tableau 1 : Les types d'activités couverts par les projets communautaires dans les articles étudiés

| Type d'activité | N | % |
|-----------------|----|-------|
| Finance | 30 | 46.88 |
| Commerce | 12 | 18.75 |
| Culture | 22 | 34.38 |
| Total | 64 | 100 |

Source : Nos calculs sous Stata

3.5.6 Les outils d'analyse des données

L'analyse a combiné une approche mixte, en conformité avec les standards méthodologiques de Creswell (2014). L'analyse quantitative a été réalisée à l'aide du logiciel Stata, garantissant la rigueur statistique (Acock, 2014). Les statistiques descriptives ont porté sur les principales caractéristiques des projets : nombre de bénéficiaires, durée, taux de participation et de complétion, et variations des revenus. Des tests de significativité (notamment ANOVA) ont permis d'évaluer les écarts entre les types de projets, conformément aux recommandations de Field (2013).

Par ailleurs, des analyses de corrélation et de régression ont été menées pour identifier les facteurs associés à la réussite ou à l'impact économique, dans la lignée des études de White et al. (2009).

L'analyse qualitative s'est appuyée sur l'analyse de contenu thématique (Braun & Clarke, 2006), permettant d'explorer les perceptions des bénéficiaires, les dynamiques sociales, et les contextes d'intervention. Cette approche mixte renforce la validité des conclusions en intégrant à la fois des indicateurs mesurables et des dimensions subjectives (Creswell & Plano Clark, 2011).

3.5.7 Validité, fiabilité et limites de la méthodologie

Afin de garantir la validité interne et externe, un croisement systématique des sources (triangulation) a été mis en œuvre, combinant données issues des rapports institutionnels, recherches académiques et statistiques empiriques, conformément aux recommandations

de Patton (2002). L'utilisation d'outils validés, tels que Stata, a minimisé les biais statistiques (Acock, 2014).

Cependant, certaines limites demeurent, notamment l'hétérogénéité des contextes socio-économiques et culturels entre les pays étudiés, rendant les comparaisons délicates (Chambers, 1997). Par ailleurs, la qualité des données secondaires dépend de la fiabilité des études sources (White, 2009). Enfin, la rareté de données récentes dans certains pays a limité l'exhaustivité, une contrainte reconnue par plusieurs auteurs dans les évaluations en contexte africain (Banque mondiale, 2018 ; Narayan, 2005).

Ces limites ont été prises en compte dans l'interprétation des résultats, et des pistes pour des recherches complémentaires sont proposées, conformément aux recommandations de Petticrew et Roberts (2006).

CHAPITRE 4 : PRESENTATION DES RESULTATS

L'objectif principal de ce chapitre est de présenter de manière structurée et synthétique les résultats issus des analyses effectuées dans le cadre de cette étude. Après avoir exposé la problématique, la revue de littérature et la méthodologie adoptée, il est essentiel de mettre en lumière les données recueillies ainsi que les principales tendances observées.

Les résultats sont présentés en lien direct avec les objectifs spécifiques de la recherche, de façon à répondre aux différentes questions posées. Ce chapitre se limite à une description factuelle des constats, sans pour autant procéder à des interprétations approfondies, lesquelles seront développées dans le chapitre suivant consacré à la discussion.

Ainsi, les données quantitatives et qualitatives issues de l'analyse sont exposées à travers des tableaux, afin de faciliter la compréhension et l'appréciation des résultats par le lecteur.

4.1 La zone de l'étude

Comme l'indique le thème de mémoire, les recherches dans le cadre de la présente étude vont prendre en compte uniquement les pays de la zone de l'Afrique de l'Ouest.

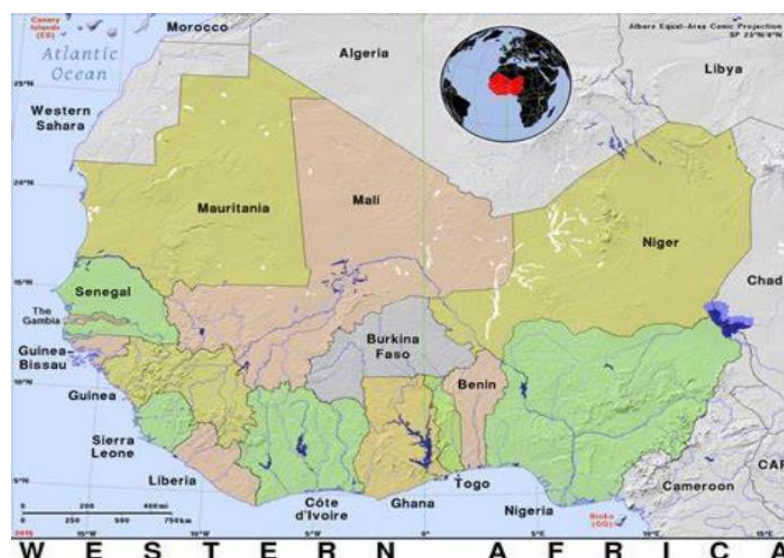
L'Afrique de l'Ouest est une région dynamique avec une riche histoire et une grande diversité culturelle et linguistique. Bien qu'elle fasse face à des défis économiques, politiques et environnementaux, elle possède également un potentiel immense pour le développement futur. Les efforts régionaux et internationaux pour promouvoir la paix, la stabilité et la croissance durable sont essentiels pour l'avenir de cette région importante de l'Afrique.

L'Afrique de l'Ouest est une région vaste et diversifiée située à l'ouest du continent africain. Elle s'étend du désert du Sahara au nord jusqu'à la forêt tropicale et aux côtes atlantiques au sud. Les principaux fleuves de la région incluent le Niger et le Sénégal. La diversité géographique se traduit par une variété de climats, allant du climat saharien aride au nord, au climat tropical humide au sud.

Le processus de développement communautaire en Afrique de l'Ouest a été déclenché suite à un certain nombre de facteurs, entre autres la promulgation de la loi de décentralisation en France. Souvent appelée la "loi Defferre", elle a été promulguée en 1982 et marque le début d'un processus de transfert de compétences de l'État vers les collectivités territoriales. Plusieurs pays de la zone de l'Afrique de l'Ouest vont ensuite s'aligner sur cette loi en l'adoptant au fil du temps. Ce processus avait pour but d'impliquer les collectivités dans la résolution des problèmes de leur cité. Ce fut également la période de la forte implication des associations à but non lucratif, les organisations non gouvernementales (ONG) et acteurs de développement qui ont joué pour la plupart des cas, le rôle de catalyseur. Ils avaient également à la charge la gestion des ressources financières grâce à des « fond d'aide au développement » spécialement déployés dans le processus de développement des communautés. Notons que le processus de décentralisation a également pris en compte la « gouvernance territoriale » qui est la capacité des bénéficiaires à gérer et à s'approprier un projet de développement ; un aspect très important mais très difficile. La réussite des projets de développement communautaires ne dépend donc pas seulement de la disponibilité des fonds, mais aussi et surtout de la réactivité des bénéficiaires par rapport au projet.

Figure 1: Carte de l'Afrique de l'ouest

Source : Google Maps

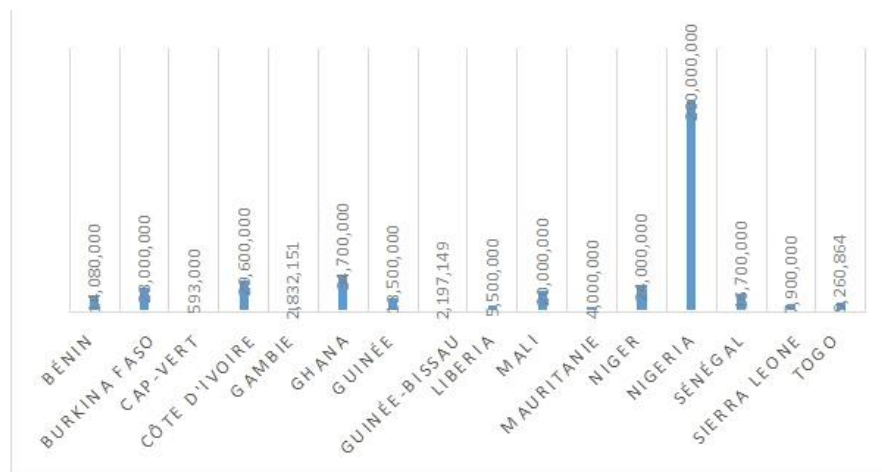


La population totale est de l’Afrique de l’Ouest est de quatre cent seize millions trois cent vingt et un mille cent vingt et un (416 321 121) habitants en 2024⁷, occupant ainsi une superficie totale de six millions soixante-quatre mille soixante (6 064 060) Km2 en 2024⁸.

La répartition de la population ouest Africaines dans les différents pays se présentent dans le diagramme comme suit :

Figure 2: Représentation graphique des populations des 16 pays de l’Afrique de l’Ouest.

Source : Global Public Heath (2024)



4.2 Répartition des projets par type d'activité

La distribution des types d'activités économiques couvertes par les 64 projets communautaires identifiés dans les articles étudiés portent sur les activités financières, commerciales et culturelles.

⁷ Selon les données disponibles sur le lien suivant : https://ns.worldometers.info/world-population/western-africa-population/?utm_source=chatgpt.com

⁸ Selon les données disponibles sur le lien suivant : https://data.un.org/en/reg/g11.html?utm_source=chatgpt.com

Les projets liés à la finance représentent la part la plus importante, avec 46,88 % des cas. Cela suggère que de nombreux projets communautaires mettent l'accent sur l'accès aux services financiers, tels que l'épargne, le microcrédit ou les fonds rotatifs, considérés comme des leviers importants pour le développement économique local.

Les activités de culture (34,38 %) occupent également une place significative, ce qui reflète une volonté de valoriser le patrimoine local, les pratiques artistiques ou les savoirs traditionnels, souvent dans une logique de renforcement de la cohésion sociale ou de développement durable.

Enfin, les projets orientés vers le commerce représentent 18,75 % de l'échantillon. Bien que cette proportion soit plus faible, elle souligne l'intérêt pour les initiatives génératrices de revenus via des activités marchandes, souvent à petite échelle.

Cette répartition montre la diversité des approches adoptées par les projets communautaires, tout en soulignant un certain biais en faveur des interventions à visée financière.

4.3 Caractéristiques des projets analysés

Le tableau 2 présente un aperçu statistique des principales caractéristiques des 64 projets analysés. Il inclut les moyennes, médianes, écarts-types, ainsi que les valeurs minimales et maximales pour six variables clés

2Tableau 2 : Aperçu général des caractéristiques des projets

| Caractéristiques | Moyenne | Médiane | Écart-type | Minimum | Maximum |
|-------------------------|---------|----------|------------|----------|---------|
| Nombre de bénéficiaires | 64 | 1.80 | 2 | 0.78 | 1 |
| Durée du projet | 64 | 2.03 | 2 | 0.78 | 1 |
| Taux de participation | 64 | 1.91 | 2 | 0.99 | 1 |
| Taux de complétion | 64 | 1.83 | 2 | 0.87 | 1 |
| Revenu avant | 64 | 43497.84 | 25450 | 53985.52 | 2000 |
| Revenu après | 64 | 82613.01 | 50000 | 87549.2 | 8333 |

Source : Nos calculs sous Stata

Les indicateurs liés à la structure des projets (nombre de bénéficiaires, durée, taux de participation et taux de complétion) présentent des moyennes proches de 2,

accompagnées d'un écart-type relativement faible (compris entre 0,78 et 0,99). La médiane est également égale à 2 pour chacune de ces variables. Cela suggère une certaine homogénéité dans la conception et la mise en œuvre des projets, bien que les valeurs minimales de 1 indiquent que certains projets ont enregistré des niveaux plus faibles de participation ou de durée.

En ce qui concerne les revenus, une progression notable est observée entre la période précédant et suivant l'intervention. Le revenu moyen passe de 43 498 FCFA avant le projet à 82 613 FCFA après. La médiane suit la même tendance, passant de 25 450 FCFA à 50 000 FCFA. Toutefois, les écarts-types élevés (respectivement 53 986 FCFA et 87 549 FCFA) témoignent d'une grande hétérogénéité entre les projets ou les participants. La forte différence entre la moyenne et la médiane, en particulier avant l'intervention, indique une distribution asymétrique des revenus, probablement influencée par quelques observations avec des revenus élevés.

Ces résultats suggèrent que les projets sont associés à une amélioration du revenu moyen des participants, bien que des écarts importants subsistent entre les cas observés. Une analyse complémentaire des distributions et des tests statistiques sera utile pour évaluer la significativité des variations observées.

4.1 Variation du revenu des bénéficiaires avant et après le projet

Le Tableau 3 présente les niveaux de revenu moyen avant et après l'intervention pour différents sous-groupes de la population. Dans toutes les catégories d'activités (Finance, commerce et, culture), on observe une augmentation du revenu moyen après l'intervention. Toutefois, l'ampleur de cette augmentation varie selon les groupes. Certains sous-groupes ont enregistré des gains relativement modestes (Finance et culture – Voir Annexe A), tandis que d'autres – notamment le groupe des projets communautaires commerciaux (voir Annexe A) – ont connu des hausses beaucoup plus importantes.

Ces écarts pourraient refléter des différences de sensibilité à l'intervention ou des conditions de départ inégales entre les groupes. De manière générale, les résultats suggèrent que l'intervention a eu un effet positif global sur les revenus.

3Tableau 3 : Variation du revenu des bénéficiaires avant et après le projet

| Variable | Obs | Mean | Std. Err. | Std. Dev. | [95% Conf. Interval] | |
|-----------|-----|----------|-----------|-----------|----------------------|----------|
| Revapre~A | 64 | 82613.01 | 10943.65 | 87549.2 | 60743.87 | 104482.2 |
| revava~A | 64 | 43497.84 | 6748.19 | 53985.52 | 30012.66 | 56983.02 |
| diff | 64 | 39115.17 | 6049.316 | 48394.53 | 27026.58 | 51203.77 |

mean(diff) = mean(RevapresFCFA - revavantFCFA) t = 6.4660
 Ho: mean(diff) = 0 degrees of freedom = 63
 Ha: mean(diff) < 0 Ha: mean(diff) != 0 Ha: mean(diff) > 0
 Pr(T < t) = 1.0000 Pr(|T| > |t|) = 0.0000 Pr(T > t) = 0.0000

Source : Nos calculs sous stata

Bien que l'analyse par type d'activité fournisse des indications utiles sur les différences de revenus avant et après intervention, il convient de noter que la taille des échantillons dans certaines catégories (notamment Commerce et Culture) est relativement faible. Cela peut limiter la puissance statistique des tests effectués. Par conséquent, les résultats doivent être interprétés avec prudence, et de futures analyses pourraient bénéficier de données supplémentaires pour renforcer la robustesse des conclusions.

4.2 Taux de participation et de complétion par type d'activité

Cette section vise à analyser l'engagement des bénéficiaires en fonction du type d'activité à laquelle ils ont participé. L'engagement est mesuré à travers deux indicateurs : le taux de participation (participrate) et le taux de complétion (completionrate). Les activités sont classées selon trois catégories : Finance, Commerce, et Culture.

Le Tableau 4 suivant présente les moyennes et écarts-types des taux de participation et de complétion pour chaque type d'activité.

4Tableau 4. Moyennes et écarts-types des taux de participation et de complétion selon le type d'activité

| Type d'activité | Taux de participation (moyenne ± écart-type) | Taux de complétion (moyenne ± écart-type) |
|-----------------|---|--|
| Finance | 1,87 ± 1,04 | 1,70 ± 0,88 |
| Commerce | 2,08 ± 1,08 | 2,25 ± 0,97 |
| Culture | 1,86 ± 0,89 | 1,77 ± 0,75 |

| | | |
|--------------|-------------|-------------|
| Total | 1,91 ± 0,99 | 1,83 ± 0,86 |
|--------------|-------------|-------------|

Source : Nos calculs sous stata

Les résultats descriptifs montrent que les participants aux activités de type Commerce affichent en moyenne des taux de participation et de complétion légèrement plus élevés que ceux des autres groupes. Les taux les plus bas sont observés dans les groupes Culture (participation) et Finance (complétion). Toutefois, ces écarts restent modestes à première vue.

Afin de déterminer si les différences observées sont statistiquement significatives, des analyses de variance à un facteur (ANOVA) ont été réalisées. Le Tableau 5 suivant en présente les résultats.

5Tableau 5. Résultats des tests ANOVA pour les taux de participation et de complétion

| Variable | F (ddl) | Valeur <i>p</i> |
|-----------------------|------------------|------------------------|
| Taux de participation | F (2, 61) = 0,23 | p = 0,7939 |
| Taux de complétion | F (2, 61) = 1,85 | p = 0,1658 |

Source : Nos calculs sous stata

Aucune des deux analyses ne révèle de différence statistiquement significative entre les groupes. Le test ANOVA pour le taux de participation donne une valeur de $p = 0,7939$, bien au-delà du seuil de signification usuel de 0,05. De même, pour le taux de complétion, la valeur de $p = 0,1658$ ne permet pas de conclure à une différence significative entre les types d'activité.

Les résultats suggèrent que, malgré une apparente supériorité des taux d'engagement pour les activités de type Commerce, ces différences ne sont pas statistiquement significatives. En d'autres termes, les variations observées dans les taux de participation et de complétion ne permettent pas de conclure que le type d'activité exerce un effet réel sur l'engagement des bénéficiaires.

Ces constats pourraient s'expliquer par la taille relativement restreinte de l'échantillon, qui limite la puissance des tests statistiques. Il est également possible que d'autres facteurs

– tels que les caractéristiques individuelles des participants, la qualité des intervenants ou les conditions de mise en œuvre – aient une influence plus marquée sur l’engagement que le seul type d’activité.

Ainsi, les résultats obtenus n’excluent pas l’existence d’un effet, mais indiquent simplement qu’aucun effet significatif n’a été détecté dans le cadre de cette analyse. Des études complémentaires, incluant d’autres variables explicatives ou un échantillon plus large, pourraient apporter un éclairage supplémentaire.

4.3 Corrélations entre les variables clés

L’objectif de cette section est d’identifier les relations entre plusieurs variables quantitatives d’intérêt : le nombre de bénéficiaires, la durée du projet (duree), le taux de participation (participrate), le taux de complétion (completionrate), la variation absolue du revenu et la variation relative du revenu. Deux types d’analyse ont été mobilisés : les tests de normalité de Shapiro-Wilk pour déterminer la distribution des données, et les matrices de corrélation de Pearson et Spearman pour identifier les relations statistiques entre ces variables.

Le Tableau 6 suivant présente les résultats du test de Shapiro-Wilk pour les six variables :

6Tableau 6. Test de normalité de Shapiro-Wilk

| Variable | W | z | p-value | Interprétation |
|---------------------------------|----------|----------|----------------|----------------------------|
| Nombre de beneficiaires | 0.987 | -0.644 | 0.74 | Distribution normale |
| duree | 0.999 | -6.556 | 1 | Distribution normale |
| participrate | 0.936 | 2.814 | 0.002 | Non normale ($p < 0.05$) |
| completionrate | 0.928 | 3.062 | 0.001 | Non normale ($p < 0.05$) |
| La variation absolue du revenu | 0.763 | 5.642 | < 0.001 | Fortement non normale |
| La variation relative du revenu | 0.329 | 7.892 | < 0.001 | Fortement non normale |

Source : Nos résultats sous Stata

Les résultats indiquent que seules les variables nombre de bénéficiaires et durée suivent une distribution normale ($p > 0.05$). Les autres variables, notamment participrate, completionrate, la variation absolue du revenu et la variation relative du revenu, présentent des distributions significativement différentes de la normale. En particulier, La variation absolue du revenu et La variation relative du revenu montrent une forte déviation par rapport à la normalité. En raison de la non-normalité de plusieurs variables, la corrélation de Spearman est la méthode la plus appropriée pour évaluer les relations entre variables.

7Tableau 7. Corrélation de Spearman entre variables quantitatives

| Variables corrélées | Coefficient (ρ) | Interprétation |
|--|--|----------------------------------|
| Nombre de bénéficiaires – durée | 0.316 | Corrélation faible à modérée |
| Participrate – completionrate | 0.374 | Corrélation modérée |
| Completionrate – la variation relative du revenu | 0.096 | Corrélation faible (non signif.) |
| La variation absolue du revenu – la variation relative du revenu | 0.554 | Corrélation forte |
| Autres paires | < 0.15 ou ≈ 0 | Corrélations faibles |

Source : Nos résultats sous Stata

La matrice de Spearman confirme certaines tendances déjà observées, notamment, une forte corrélation entre la variation absolue et relative du revenu ($\rho = 0.55$), ce qui est attendu puisque ces deux mesures sont liées. De plus, elle révèle une corrélation positive modérée entre le taux de participation et le taux de complétion ($\rho \approx 0.37$), suggérant une certaine cohérence dans l'engagement des bénéficiaires.

Ces résultats mettent en évidence quelques relations statistiquement significatives entre les variables quantitatives :

- Les projets plus longs tendent à inclure davantage de bénéficiaires.
- L'engagement des bénéficiaires (participation et complétion) semble positivement associé à une amélioration de leur revenu, notamment en termes relatifs.

- Toutefois, les corrélations restent généralement faibles à modérées, et aucune relation de causalité ne peut être inférée à ce stade.

4.4 Déterminants des variations de revenus

Une régression linéaire robuste a été réalisée afin d'évaluer l'impact des variables explicatives standardisées — nombre de bénéficiaires (NB), durée totale des activités (dur), taux de participation (partrate) et taux de complétion (complrate) — sur la variation relative du revenu (voir Tableau 7).

8Tableau 8 : Déterminants de la variation de revenu

| | | | | |
|-------------------|--|---------------|---|--------|
| Linear regression | | Number of obs | = | 64 |
| | | F(4, 59) | = | 1.40 |
| | | Prob > F | = | 0.2457 |
| | | R-squared | = | 0.2946 |
| | | Root MSE | = | 7.3189 |

| diff_rel | Coef. | Robust Std. Err. | t | P> t | [95% Conf. Interval] | |
|-----------|-----------|------------------|-------|-------|----------------------|----------|
| NB | -1.50e-07 | 1.06e-07 | -1.41 | 0.163 | -3.62e-07 | 6.25e-08 |
| dur | 1.352725 | .720631 | 1.88 | 0.065 | -.0892545 | 2.794704 |
| partrate | 3.13823 | 1.70824 | 1.84 | 0.071 | -.2799505 | 6.556412 |
| complrate | 1.906699 | 1.260501 | 1.51 | 0.136 | -.6155568 | 4.428956 |
| _cons | -9.788375 | 5.184428 | -1.89 | 0.064 | -20.16239 | .585641 |

Source : Nos calculs sous Stata

Le modèle, estimé sur un échantillon de 64 observations, présente un coefficient de détermination (R^2) de 0,29, indiquant que près de 30 % de la variance de la variable dépendante est expliquée par les variables incluses.

L'analyse globale du modèle, via le test F ($F(4,59) = 1.40$, $p = 0.246$), suggère que les variables explicatives ne permettent pas d'expliquer de manière statistiquement significative la variation relative du revenu au seuil de 5 %. Toutefois, les coefficients estimés montrent que la durée totale des activités (dur) et le taux de participation (partrate) exercent un effet positif, avec des valeurs proches de la significativité statistique ($p = 0.065$ et $p = 0.071$ respectivement). Ainsi, une augmentation d'un écart-type de la durée des activités ou du taux de participation tend à accroître la variation relative du revenu, ce qui est conforme aux attentes théoriques selon lesquelles une plus grande implication dans les activités pourrait favoriser une amélioration des revenus.

Le nombre de bénéficiaires (NB) ne semble pas influencer significativement la variation relative du revenu, le coefficient étant très proche de zéro et non significatif ($p = 0.163$). De même, le taux de complétion (comprate), bien que présentant un effet positif, n'atteint pas la significativité statistique ($p = 0.136$).

En conclusion, bien que le modèle ne soit pas significatif globalement, les résultats suggèrent que la durée et la participation aux activités méritent une attention particulière dans l'analyse des facteurs susceptibles d'influencer la variation relative du revenu. Une étude avec un échantillon plus large ou une modélisation intégrant d'autres variables explicatives pourrait permettre de mieux cerner ces relations.

CHAPITRE 5 : DISCUSSIONS

Ce chapitre est consacré à l'analyse critique et à l'interprétation des résultats présentés précédemment. Il vise à confronter les principales observations de l'étude avec les connaissances théoriques et les travaux empiriques existants, afin d'en dégager la portée, les implications et les limites. Cette discussion permettra de mieux comprendre les mécanismes sous-jacents aux résultats obtenus, d'explorer les éventuelles divergences avec la littérature et de situer les conclusions de la recherche dans le contexte des projets de développement communautaire en Afrique de l'Ouest. L'objectif est ainsi de mettre en perspective les données collectées et d'en tirer des enseignements utiles pour la recherche et la pratique.

5.1 Discussion des résultats

L'analyse des 64 projets communautaires réalisés en Afrique de l'Ouest révèle une série de résultats empiriques significatifs, qui confirment en partie l'hypothèse de la recherche. Premièrement, une amélioration nette du revenu moyen des bénéficiaires est observée après l'implémentation des projets, ce qui indique un effet économique positif. En effet, le revenu moyen est passé de 43 498 FCFA à 82 613 FCFA, suggérant un impact tangible sur les conditions de vie. L'hypothèse, selon laquelle les projets communautaires génèrent des transformations socio-économiques et culturelles significatives chez les bénéficiaires, est en grande partie confirmée par les données recueillies. Toutefois, cette progression est marquée par une forte hétérogénéité, révélée par des écarts-types élevés. Cette variabilité des résultats montre que si certains projets ont induit des changements

substantiels, d'autres, en revanche, n'ont eu que peu d'impact, voire aucun, ce qui renvoie à la complexité contextuelle des dynamiques de développement (Chambers, 1994). Les facteurs d'échec pèsent souvent plus lourd que les éléments de réussite. Par exemple, les projets à faible taux de participation ou à complétion incomplète enregistrent des gains modestes, voire inexistants.

Cette disparité dans les résultats nous amène à considérer que la performance des projets dépend de facteurs structurels et organisationnels, notamment la conception du projet, sa gouvernance, les mécanismes de financement, l'implication effective des parties prenantes, ainsi que la pertinence des actions par rapport aux besoins locaux. Les données analysées montrent que les projets caractérisés par un faible taux de participation ou une complétion incomplète tendent à produire des gains marginaux. Inversement, ceux impliquant activement les communautés bénéficient d'une meilleure appropriation et obtiennent de meilleurs résultats, confirmant les travaux de Freire (1970) sur la conscientisation et de Sen (1999) sur l'empowerment comme catalyseurs de changement. Ostrom (1990) souligne également que l'adaptation des initiatives aux spécificités locales renforce leur efficacité et leur durabilité. Ces constats confirment que ce ne sont pas tant le type d'activité (commerce, culture, Finance) qui déterminent la réussite des projets, mais plutôt les conditions de mise en œuvre et la gouvernance du projet qui en déterminent la réussite.

Aussi, l'absence de mécanismes robustes de suivi-évaluation ou de coordination locale claire a souvent été corrélée avec des performances médiocres, ce qui rejoint les analyses de Kusek et Rist (2004), selon lesquels un cadre logique bien défini et un système de suivi-évaluation rigoureux constituent des piliers de l'efficacité des interventions. Il apparaît ainsi que les projets ayant mis en place des dispositifs de gouvernance partagée et des outils participatifs, tels que les comités de suivi communautaire ou les audits sociaux, ont affiché des performances supérieures, tant sur le plan de l'impact économique que de la légitimité sociale.

5.1 Analyse critique et limite de recherche

Cette recherche présente plusieurs points forts notables. Elle s'appuie notamment sur une revue systématique rigoureuse, qui a permis de mobiliser une grande diversité d'études

issues de différents contextes de l'Afrique de l'Ouest. De plus, l'analyse statistique poussée des données a renforcé la robustesse des résultats obtenus, en apportant une base empirique solide à l'évaluation de l'impact des projets de développement communautaire.

Cependant, certaines limites méthodologiques méritent d'être soulignées. Tout d'abord, la taille de l'échantillon, bien que relativement appréciable avec 64 projets étudiés, demeure insuffisante pour permettre des généralisations solides à l'échelle de toute la région ouest-africaine. Cette contrainte limite la portée des conclusions que l'on peut tirer de l'analyse.

Par ailleurs, le manque de données longitudinales constitue une autre faiblesse importante. En effet, les effets des projets sont souvent évalués à court terme, alors que les impacts véritables et durables peuvent n'apparaître qu'après plusieurs années. Ce décalage temporel empêche de saisir pleinement la transformation profonde que peuvent induire certains projets à long terme.

La recherche est également exposée à un biais de publication. En effet, la majorité des études incluses dans la revue sont des publications présentant des résultats positifs, tandis que les projets ayant échoué ou généré des effets négatifs sont vraisemblablement sous-représentés. Cela peut conduire à une surestimation de l'efficacité globale des projets analysés.

L'analyse reste limitée en ce qui concerne les dimensions liées au genre et à l'âge. Les variables sociodémographiques ne sont pas toujours prises en compte dans les études, ce qui empêche une lecture fine et différenciée des impacts selon les groupes sociaux. Cette lacune rend difficile l'identification d'éventuelles inégalités ou de bénéfices différenciés selon les catégories de population.

5.2 Contribution de la recherche

5.2.1 Contribution théorique

Sur le plan théorique, cette étude enrichit la compréhension du développement communautaire dans le contexte ouest-africain, en confirmant plusieurs modèles

conceptuels : la participation comme levier d'empowerment (Sen, 1999 ; Freire, 1970), l'importance de l'adaptation locale (Ostrom, 1990), et la logique d'interdépendance entre dimensions économiques, sociales et culturelles du développement.

Elle articule également les notions de durabilité, gouvernance locale et de résilience communautaire, en soulignant que ces trois éléments doivent être simultanément activés pour espérer une transformation durable.

5.2.2 Contribution managériale

Sur le plan managérial, cette recherche apporte des contributions concrètes et utiles pour les praticiens engagés dans la mise en œuvre et le suivi des projets de développement communautaire. Elle met à disposition un ensemble d'indicateurs de performance opérationnels, tels que le taux de complétion des activités, le revenu moyen généré par les bénéficiaires, ou encore le taux de participation des membres de la communauté. Ces indicateurs peuvent être directement intégrés dans les dispositifs de suivi et d'évaluation des projets, facilitant ainsi la prise de décision fondée sur des données objectives.

La recherche met également en évidence l'effet multiplicateur de l'investissement dans l'engagement communautaire. En d'autres termes, lorsqu'une attention particulière est portée à la mobilisation sociale, les projets tendent à produire des résultats plus durables et plus étendus. Cela justifie pleinement l'allocation de ressources spécifiques à cette dimension, trop souvent sous-estimée dans les démarches classiques de développement.

Les résultats soulignent que les projets les plus performants sont ceux qui adoptent une logique de co-construction avec les bénéficiaires. L'évaluation participative et la gouvernance partagée apparaissent comme des leviers essentiels de réussite. En impliquant les communautés à toutes les étapes – de la planification à l'évaluation – les interventions gagnent en pertinence, en efficacité et en légitimité. Ces enseignements offrent des pistes claires pour renforcer la qualité managériale des projets sur le terrain.

5.1 Perspectives pratiques

Les résultats de cette recherche mettent en lumière plusieurs orientations pratiques qui pourraient améliorer la conception et la mise en œuvre des futurs projets de développement communautaire. L'un des enseignements majeurs concerne l'importance

de renforcer la mobilisation des bénéficiaires dès la phase de diagnostic. Une implication précoce des communautés permet non seulement de mieux cerner leurs besoins réels, mais aussi de favoriser leur appropriation des actions à venir, condition essentielle de durabilité.

Il apparaît également nécessaire d'institutionnaliser des mécanismes de reddition de comptes au niveau communautaire. Des outils comme les audits sociaux, les comités de suivi locaux ou les assemblées villageoises peuvent renforcer la transparence, la confiance et l'adhésion des populations aux projets. Cette dynamique de gouvernance participative contribue à rendre les actions plus efficaces et plus légitimes.

Par ailleurs, une diversification des types d'activités mises en œuvre est recommandée. Les projets culturels, bien que souvent négligés, jouent un rôle fondamental dans la consolidation du lien social, la transmission des savoirs et la résilience des communautés face aux chocs extérieurs. Leur intégration dans les programmes de développement permettrait d'élargir l'impact à des dimensions plus symboliques et identitaires.

La mise en place de systèmes de financement participatif adaptés constitue une autre piste à explorer. Les fonds rotatifs et les dispositifs de microcrédit, conçus en tenant compte des réalités locales, peuvent offrir aux populations les moyens concrets de soutenir leurs propres initiatives. Ces mécanismes favorisent également l'autonomisation économique des groupes vulnérables.

Il est essentiel de renforcer les capacités des acteurs locaux, qu'il s'agisse des leaders communautaires, des animateurs ou des gestionnaires de projets. Des formations continues en gestion, en animation communautaire et en suivi-évaluation permettent de professionnaliser les interventions et d'assurer une meilleure qualité d'exécution sur le terrain. L'ancrage des compétences au niveau local constitue un levier stratégique pour la durabilité des actions.

5.2 Piste de recherche

5.2.1 Études longitudinales pour suivre l'évolution des impacts

Il serait pertinent de conduire des études longitudinales sur 5 à 10 ans afin d'évaluer la durabilité réelle des impacts. Ces études pourraient inclure des indicateurs qualitatifs

(satisfaction, perception du changement) et quantitatifs (revenus, scolarisation, sécurité alimentaire), permettant une évaluation plus robuste de l'efficacité des projets.

Un suivi régulier pourrait également fournir des données pour corriger les trajectoires des projets en cours, et non simplement post-évaluation. Cela contribuerait à institutionnaliser une culture de l'évaluation continue, encore trop absente dans de nombreux programmes communautaires en Afrique de l'Ouest.

5.2.2 Analyse des contextes locaux et culturelles spécifiques

Les recherches futures devraient accorder une attention accrue à l'analyse des contextes sociaux, culturels et politiques locaux. En effet, un projet qui réussit dans une région peut échouer dans une autre en raison de spécificités locales souvent ignorées dans les démarches standardisées. Cela souligne l'importance d'une lecture fine des environnements dans lesquels s'inscrivent les initiatives de développement.

Dans cette perspective, l'adoption d'une approche ethnographique ou socio-anthropologique, en complément des méthodes quantitatives, serait particulièrement pertinente. De telles approches permettraient d'explorer des facteurs souvent invisibles mais déterminants dans la réussite ou l'échec des projets. Parmi ces éléments, on peut citer les dynamiques de pouvoir local, qui influencent la distribution des ressources et la participation communautaire, ou encore les croyances collectives autour du changement et du développement, qui conditionnent l'acceptation ou le rejet des interventions.

D'autres dimensions, comme les rôles de genre, les tabous sociaux ou les représentations culturelles du progrès, méritent également une attention particulière. Ces aspects façonnent les comportements, les attentes et les formes d'engagement des individus au sein des projets. De même, les logiques communautaires de solidarité, de réciprocité et de répartition peuvent influencer sur la manière dont les bénéfices d'un projet sont perçus et partagés.

Ainsi, des travaux qui intègrent ces perspectives qualitatives contribueraient à une meilleure compréhension des contextes locaux. Ils permettraient surtout d'adapter les

méthodologies de projet aux réalités spécifiques de chaque territoire, favorisant une plus grande appropriation par les communautés et renforçant, par conséquent, la durabilité des actions de développement.

CONCLUSION GENERALE

L'analyse rigoureuse de l'impact des projets de développement communautaire sur les conditions de vie des bénéficiaires en Afrique de l'Ouest, enrichie par des études empiriques et des analyses statistiques, a permis d'explorer l'objectif principal qui était de comprendre dans quelle mesure ces projets contribuent réellement à l'amélioration du bien-être des populations locales, tout en identifiant les facteurs de succès ou d'échec qui conditionnent leur efficacité.

Les résultats de l'étude montrent que les projets de développement communautaire en Afrique de l'Ouest ont des effets significatifs, mais inégalement répartis, sur les conditions de vie des bénéficiaires. L'analyse des 64 projets étudiés révèle que, dans la majorité des cas, ces interventions ont permis d'améliorer les revenus, de favoriser l'insertion socioéconomique, de renforcer les capacités locales et de créer un sentiment d'appartenance et de responsabilité collective.

Ainsi, nous avons constaté une augmentation moyenne du revenu des bénéficiaires après la mise en œuvre des projets, passant de 43 498 FCFA à 82 613 FCFA. Cette évolution, bien qu'encourageante, est fortement marquée par une disparité inter projets, mettant en évidence la grande hétérogénéité des résultats. Les projets axés sur la finance et le commerce semblent générer des retours économiques plus visibles que ceux à vocation culturelle, bien que ces derniers jouent un rôle central dans la cohésion sociale.

En outre, l'analyse qualitative a souligné que les projets les plus performants sont ceux qui intègrent une forte participation communautaire, une gouvernance locale efficace, une planification rigoureuse, ainsi que des mécanismes solides de suivi-évaluation. À l'inverse, les projets caractérisés par une faible appropriation par les bénéficiaires, une planification descendante ou une absence d'alignement sur les besoins locaux enregistrent souvent des résultats mitigés ou décevants.

L'hypothèse de départ a été partiellement confirmées par l'analyse. Les projets de développement communautaire génèrent des transformations positives dans la vie des bénéficiaires, toutefois, ces transformations ne sont ni automatiques ni garanties.

Certes, les résultats montrent que la mauvaise coordination, le manque de ressources, l'absence d'évaluation en continu et la non-adaptation aux réalités locales compromettent les impacts attendus. Une planification stratégique bien conduite, accompagnée d'un suivi-évaluation rigoureux et d'une approche participative, favorise effectivement la durabilité des projets. Cependant, des obstacles contextuels comme la corruption, les conflits d'intérêts ou la résistance socioculturelle peuvent compromettre même les projets les mieux conçus.

Sur le plan théorique, cette recherche consolide plusieurs approches critiques du développement communautaire, notamment celles relatives à la théorie de l'autonomisation (empowerment), à la gouvernance décentralisée, à la résilience sociale, et à l'approche par les capacités humaines. En cela, notre travail s'inscrit dans la continuité des contributions d'auteurs tels qu'Amartya Sen, Robert Chambers, Paulo Freire, ou encore Norman Uphoff.

Sur le plan empirique, l'analyse des données collectées a permis de construire une typologie des projets communautaires selon leur domaine d'intervention (finance, culture, commerce) et leur niveau d'efficacité. Cette typologie, combinée à des indicateurs de performance, peut servir d'outil d'aide à la décision pour les praticiens du développement.

Par ailleurs, l'analyse du réseau de mots-clés, du TF-IDF et de la distribution thématique probabiliste fournit une cartographie utile des axes prioritaires abordés par les études scientifiques. Ces outils permettent également d'identifier les thématiques sous-traitées (ex : gouvernance locale, rapports de genre, dynamique post-projet), qui mériteraient d'être approfondies.

Malgré la richesse des données mobilisées et l'effort méthodologique déployé, certaines limites subsistent. L'une des limites est à l'absence de données longitudinales. Les effets observés dans l'immédiateté d'un projet peuvent évoluer avec le temps, positivement ou négativement. Une évaluation post-projet sur plusieurs années aurait permis une analyse plus complète de la durabilité des impacts.

Aussi, les dimensions qualitatives de l'impact (changement de mentalité, cohésion sociale, transformation des rapports de pouvoir, etc.) restent difficilement mesurables à

travers des indicateurs standards. Leur compréhension aurait nécessité des enquêtes de terrain et des études de cas approfondies, ce qui dépasse le cadre de cette recherche.

Les résultats de ce travail offrent plusieurs enseignements opérationnels à l'intention des praticiens, des décideurs et des partenaires techniques. Tout d'abord, il est essentiel de valoriser la participation active des bénéficiaires à toutes les étapes du projet, depuis le diagnostic initial jusqu'à la clôture. Cette implication favorise un sentiment d'appropriation et renforce l'efficacité des actions menées. Ensuite, il convient de renforcer les capacités de gestion locale en investissant dans la formation des leaders communautaires et des comités de gestion, afin de garantir une gouvernance autonome et durable.

Par ailleurs, l'institutionnalisation du suivi-évaluation participatif constitue une priorité. En permettant aux communautés de suivre en temps réel les performances de leurs projets, cette approche renforce la transparence, la redevabilité et l'amélioration continue. L'instauration de fonds de développement communautaire autonomes, gérés localement, s'avère également cruciale pour assurer la pérennité des projets au-delà des phases pilotes. L'adaptation des interventions aux réalités culturelles, sociales et politiques locales, en intégrant des approches endogènes de développement, permet d'ancrer les actions dans les dynamiques locales, rendant ainsi les projets plus pertinents et plus durables.

Les recommandations soulignent la nécessité de concevoir des projets de développement qui dépassent la simple réponse technique à des besoins ponctuels. Il s'agit de promouvoir de véritables leviers de transformation sociale, portés et animés par les communautés elles-mêmes. Dans cette perspective, plusieurs axes de recherche méritent d'être approfondis.

Des études longitudinales permettraient de suivre l'évolution des impacts des projets sur une période de 5 à 10 ans, offrant ainsi une compréhension plus fine de leur durabilité.

Des recherches comparatives entre zones rurales et urbaines aideraient à mieux cerner les spécificités contextuelles et leurs effets sur les performances des projets. Par ailleurs, des enquêtes centrées sur la perception des bénéficiaires permettraient d'intégrer les dimensions subjectives et symboliques du changement, souvent négligées dans les évaluations classiques. Il serait également pertinent d'étudier l'impact différencié des projets selon le genre, l'âge et le statut socio-économique des participants, afin de mieux répondre aux enjeux d'équité et d'inclusion.

Enfin, une collaboration interdisciplinaire impliquant sociologues, économistes, urbanistes, anthropologues et gestionnaires enrichirait l'analyse et la compréhension des dynamiques communautaires en Afrique de l'Ouest. Cette approche holistique permettrait de formuler des solutions de développement plus intégrées et plus adaptées aux réalités complexes des territoires. Les projets de développement communautaire constituent aujourd'hui un levier stratégique incontournable pour répondre aux défis sociaux, économiques et environnementaux auxquels font face les populations d'Afrique de l'Ouest. Pourtant, leur efficacité ne saurait être garantie sans une implication réelle des communautés, une gouvernance locale responsable, et une vision intégrée du développement durable.

Ce mémoire, en analysant les effets, les limites et les perspectives des projets communautaires, aspire à contribuer à une meilleure compréhension scientifique et à une amélioration concrète des pratiques sur le terrain. Il met en lumière une vérité essentielle : le développement ne se décrète pas, il se construit avec, par et pour les communautés, dans le respect de leurs savoirs, de leurs aspirations et de leur autonomie.

Références bibliographiques

Adoho, F., Chakravarty, S., Korkoyah, D. T. Jr., Lundberg, M., & Tasneem, A. (2014). The Impact of an Adolescent Girls Employment Program: The EPAG Project in Liberia.

Adaawen, D. A. (2017). Microcredit and Women Empowerment: A Case Study of The “Women In Development” Program in La Dade-Kotopon Municipal Assembly [Thèse de master, University of Ghana].

Action Éducation. (2025, 3 mars). Autonomisation économique des femmes : le parcours inspirant de Libeyeme.

Agence Française de Développement. (2020). Novissi : prévenir les impacts sociaux de la pandémie de Covid-19 au Togo.

Agence Nigérienne de Presse. (2021, 1er juin). Filets Sociaux au Niger : Les résultats obtenus à l’issue de la première phase du projet ont permis à la Banque Mondiale de financer une deuxième phase de 210 millions de dollars (Coordonateur National).

AllAfrica. (2024, 28 octobre). Liberia: The Ripple Effect of Financial Inclusion and Women's Economic Empowerment.

Amartya, S. (1999). Development as Freedom. Oxford University Press.

Banque africaine de développement. (2022). Togo - Projet d’Appui à l’inclusion Financière des Femmes Vulnérables (PAIFFV) – Rapport d’évaluation de projet.

Banque mondiale. (2019). Projet de Filets Sociaux Productifs en Côte d’Ivoire : Rapport d’évaluation.

Barros, A. (2023, 25 mai). Cap-Vert : un nouveau projet d’appui aux femmes voit le jour. Inlusophonie.

Chambers, R. (1983). Rural Development: Putting the Last First. Longman.

Chambers, R. (1994). Participatory Rural Appraisal (PRA): Challenges, Potentials and Paradigm. World Development, 22(10), 1437-1454.

Comité des droits de l’enfant. (2018). Troisième à cinquième rapports périodiques soumis par le Cabo Verde au titre de l’article 44 de la Convention, attendus en 2017.

Creswell, J. W. (2014). Research Design: Qualitative, Quantitative, and Mixed Methods Approaches. SAGE.

Diarra, A., Traore, I. S., Dicko, B. E., Hamani, O., Issaley, N., Bako, T. A., ... & Tchitou, I. (2019). Lutter contre les mariages précoces par l’autonomisation des filles. Études et travaux du LASDEL, (126).

Egger, M., Davey Smith, G., & Altman, D. G. (2001). Systematic Reviews in Health Care: Meta-Analysis in Context. BMJ Books.

Fofana, V. (2022). Inclusion financière et autonomisation des femmes en Côte d'Ivoire : état des lieux à partir d'une étude de cas des femmes des villes de Bouaké, Yamoussoukro et Issia.

Freire, P. (1970). *Pedagogy of the Oppressed*. Continuum.

Gough, D., Oliver, S., & Thomas, J. (2017). *An Introduction to Systematic Reviews*. SAGE.

Gueye, N. F. (2020). Analyse de la contribution des projets d'autonomisation économique des femmes et des systèmes financiers décentralisés à la réduction des inégalités de sexe en matière d'accès au crédit au Sénégal (Doctoral dissertation, Université du Québec à Chicoutimi).

Hardin, G. (1968). The Tragedy of the Commons. *Science*, 162(3859), 1243-1248.

Higgins, J. P., & Green, S. (2011). *Cochrane Handbook for Systematic Reviews of Interventions*.

IRAM, IPAR, & FAO. (2016). Évaluation qualitative du programme de transfert monétaire des bourses de sécurité familiale au Sénégal. Institut de Recherches et d'Applications des Méthodes de développement (IRAM).

Jacob, J. P., & Delville, P. L. (1994). Développement local et mobilisation communautaire en Afrique de l'Ouest.

Jacob, J. P., & Delville, P. L. (2019). Dynamiques communautaires et développement en Afrique.

Kabeer, N. (1999). Resources, Agency, Achievements: Reflections on the Measurement of Women's Empowerment. *Development and Change*, 30(3), 435-464.

Khan, A. G., Tavrow, P., & Adamu, F. (2023). Does girls' empowerment predict contraceptive intentions? Evidence from a survey of secondary school girls in Northwest Nigeria. *Sexual and Reproductive Health Matters*, 31(1), 2146034.

Kimou, A. J. C., Ahoure, A. A., Kra, W., Kouyaté, P., Coulibaly, D., & Boza, B. F. (2021). Analyse de l'effet de l'employabilité des jeunes sur la violence urbaine en période post-conflit.

Koïta, D. (2018). Relation entre le niveau d'autonomisation des femmes en âge de procréer et le mode de consommation alimentaire des enfants de 0 à 5 ans dans les communes de Balan Bakama, Sélèfougou et Maramandougou dans le cercle de Kangaba.

Koropogui, S. T., Lamah, P. D., Condé, I. S., & Kamano, T. A. (2023). Situation de l'activité entrepreneuriale étudiante en Guinée.

Koudry, A. (2020). L'appropriation des projets de développement communautaire au Togo : enjeux et pratiques.

- Korten, D. (1990). *Getting to the 21st Century: Voluntary Action and the Global Agenda*. Kumarian Press.
- Kothari, U. (2001). *Power, Knowledge and Social Control in Participatory Development*. In B. Cooke & U. Kothari (Eds.), *Participation: The New Tyranny?* Zed Books.
- Kusek, J. Z., & Rist, R. C. (2004). *Ten Steps to a Results-Based Monitoring and Evaluation System*. World Bank.
- Leyo, Z. H. (2015). Développement et émancipation des femmes: le cas de l'insécurité alimentaire au Niger. *Igualdad de género y desarrollo*, 93.
- Mbaye, A. (2018). Évaluation de l'impact des activités de renforcement de capacités des Femmes transformatrices.
- Mayoux, L. (2007). Atteindre les femmes et les autonomiser : défis pour la microfinance. *Microfinance et Genre : Des nouvelles contributions pour une vieille question*, 35.
- Ministère d'État chargé de l'Économie et des Finances. (2015, 9 novembre). *Projet Filets Sociaux Productifs : Audit des Comptes 2015, 2016 et 2017*.
- Ministère de la Solidarité, de la Cohésion Sociale et de la Lutte contre la Pauvreté. (2020). *Autonomisation des femmes dans le cadre du SWEDD*.
- Moser, C. (1993). *Gender Planning and Development: Theory, Practice and Training*. Routledge.
- Mwebaze, J., & Dadzie, C. E. (2024, 23 avril). *The Gambia Social Registry: A Success Story in Systems Building*. Banque mondiale.
- Nuru International. (2024). *Burkina Faso : Women Lead and Thrive Through TIFR*.
- Organisation Internationale du Travail. (2021). *Women entrepreneurs in Cape Verde receive support for growing and formalizing their businesses*.
- Ostrom, E. (1990). *Governing the Commons: The Evolution of Institutions for Collective Action*. Cambridge University Press.
- Paulo Freire. (1970). *Pedagogy of the Oppressed*. Continuum.
- Pretty, J. (1995). Participatory Learning for Sustainable Agriculture. *World Development*, 23(8), 1247-1263.
- Pretty, J., & Ward, H. (2001). Social Capital and the Environment. *World Development*, 29(2), 209-227.
- Raju, D., Nxumalo, M., & Osei-Akoto, I. (2022). *Evaluating the impact of the Ghana Productive Safety Nets Project (GPSNP)'s productive inclusion program*.

RET Germany. (2025, 17 avril). In Niger, Women Find Economic and Social Empowerment Through Income-Generating Activities.

Roche, C. (1999). Impact Assessment for Development Agencies: Learning to Value Change. Oxfam.

Rondinelli, D. (1981). Government Decentralization in Comparative Perspective: Theory and Practice in Developing Countries. *International Review of Administrative Sciences*, 47(2), 133-145.

Rossi, P. H., Lipsey, M. W., & Freeman, H. E. (2004). *Evaluation: A Systematic Approach*. SAGE.

Sall, D., Coulibaly-Tandian, O. K., Alissoutin, R. L., Lamesse, F., & Thiam Labou, S. (2019). *Violences sexuelles et accès à la justice pour les femmes rurales en Afrique de l'Ouest : Mauritanie, Sénégal - final technical report*.

Sangaret, I. (2020). *Autonomisation des femmes vulnérables participant au Programme national de bourses de sécurité familiale (PNBSF) du Sénégal, demeurant dans la commune de Saint-Louis (Doctoral dissertation, Université Laval)*.

SERY, B. M., & AKA, B. E. (2025). L'impact de l'inclusion financière sur l'autonomisation économique des femmes en Côte d'Ivoire. *Revue Française d'Économie et de Gestion*, 6(3).

Sen, A. (1999). *Development as Freedom*. Oxford University Press.

Tönnies, F. (1887). *Gemeinschaft und Gesellschaft*. Leipzig.

Toure, L. (2020). *Crédit et revenu des producteurs de coton au Mali : cas des zones CMDT de Koutiala et de Fana : une approche économétrique (Doctoral dissertation, Université Cheikh Anta Diop de Dakar)*.

Uphoff, N. (1986). *Local Institutional Development: An Analytical Sourcebook with Cases*. Kumarian Press.

White, H. (2009). Theory-Based Impact Evaluation: Principles and Practice. *Journal of Development Effectiveness*, 1(3), 271-284.

Williams, S. (1996). *Rôle économique des femmes dans les communautés de pêche : le cas de Koko au Nigeria*.

World Bank. (2012). *Gender Equality and Development*. World Development Report.

World Bank. (2014, April 14). *Can Skills Training Programs Increase Employment for Young Women? The Case of Liberia*.

World Bank. (2019, July 1). *Sierra Leone - SSN Project Second Additional Financing*.

World Bank. (2020). Youth Employment Programs: An Evaluation of World Bank and IFC Support.

World Bank. (2021, April 13). Cabo Verde's Social Safety Net: Responding to the COVID-19 Crisis through Temporary Cash Transfers to the Poorest Households.

World Bank. (2022, May 10). Responding to COVID-19 by Advancing Social Safety Nets in Liberia.

World Bank. (2023). Évaluation des projets de développement en Afrique de l'Ouest.

Adaawen, D. A. (2017). *Microcredit and Women Empowerment: A Case Study of The "Women In Development" Program in La Dade-Kotopon Municipal Assembly* [Thèse de master, University of Ghana].

ADEA. (2012). *Étude d'une formule d'éducation alternative viable à l'autonomisation des jeunes issus des communautés pastorales/nomades : cas du Burkina Faso, du Niger, du Mali, du Nigeria, de la Mauritanie et du Kenya*. ADEA working document.

Action Éducation. (2025, 3 mars). *Autonomisation économique des femmes : le parcours inspirant de Libeyeme*.

Africa Guinee. (2018, 21 novembre). *Le Projet de Filets Sociaux Productifs : Présence, écoute et proximité pour une émergence productive durable*.

Adoho, F., Chakravarty, S., Korkoyah, D. T. Jr., Lundberg, M., & Tasneem, A. (2014). *The Impact of an Adolescent Girls Employment Program: The EPAG Project in Liberia*.

Agence Française de Développement. (2020). *Novissi : prévenir les impacts sociaux de la pandémie de Covid-19 au Togo*.

Agence Nigérienne de Presse. (2021, 1er juin). *Filets Sociaux au Niger : Les résultats obtenus à l'issue de la première phase du projet ont permis à la Banque Mondiale de financer une deuxième phase de 210 millions de dollars (Coordonateur National)*. <https://www.faapa.info/blog/filets-sociaux-au-niger-les-resultats-obtenus-a-lissue-de-la-premiere-phase-du-projet-ont-permis-a-la-banque-mondiale-de-financer-une-deuxieme-phase-de-210-millions-de-dollars-coordonateur/>

Ajayi, K., Bossuroy, T., Fashogbon, A., Kalra, N., & Okunogbe, O. (2019). *National Social Safety Nets Project Livelihood Pilot Baseline Survey 2019 (NASSP-BL 2019)*. Banque mondiale.

AllAfrica. (2024, 28 octobre). *Liberia: The Ripple Effect of Financial Inclusion and Women's Economic Empowerment*.

BABADJIHOU, T. D., & DEDEHOUANOU, M. (2020). *Interventions du Programme d'Appui au Secteur du Développement Rural (PASDER) au Bénin : Quelle amélioration du revenu des exploitations familiales productrices de maïs ? (Cas des départements du*

Borgou et de l'Alibori). *Revue des Études Multidisciplinaires en Sciences Économiques et Sociale*, 5(2).

Bandia, Y. (2020). *L'Autonomisation économique des jeunes et des femmes à travers le Projet Pôle de Développement de la Casamance (PPDC) : cas de la ferme horticole départementale de Ziguinchor à Yabone.*

Banque africaine de développement. (2022). *Togo - Projet d'Appui à l'inclusion Financière des Femmes Vulnérables (PAIFFV) – Rapport d'évaluation de projet.*

Banque mondiale. (2019). *Projet de Filets Sociaux Productifs en Côte d'Ivoire : Rapport d'évaluation.* Banque mondiale.

Banque mondiale. (2020, 10 mars). *La Mauritanie va renforcer son système de filets sociaux.*

Banque mondiale. (2022, 10 mai). *Responding to COVID-19 by Advancing Social Safety Nets in Liberia.*

Banque mondiale. (2024). *Burkina Faso – Filets Sociaux « Burkin-Naong-Sa Ya ». Programme de protection sociale adaptative au Sahel.*

Banque mondiale. (2025, 12 mars). *Guinée : le parcours de Kadiatou, du mariage forcé à l'éducation.*

Barai, C. (2019). *Agriculture urbaine et développement durable-impacts socio-économiques et environnementaux : le cas du maraîchage urbain à Bissau, Guinée-Bissau.*

Barros, A. (2023, 25 mai). *Cap-Vert : un nouveau projet d'appui aux femmes voit le jour.* Inlusophonie.

Barry, B., Sidibe, A., Baka, H., El Moctar, A., Sow, O., Mugo, J. K., ... & Gantenbein, N. (2012). *Étude d'une formule d'éducation alternative viable à l'autonomisation des jeunes issus des communautés pastorales/nomades : cas du Burkina Faso, du Niger, du Mali, du Nigeria, de la Mauritanie et du Kenya.* ADEA working document.

BAHATI, G. B., KABIKA, G. G., MUGABE, M. J. T., & MANEGABE, J. T. (2023). *L'approche association villageoise d'épargne et de crédit et l'autonomisation socioéconomique des femmes en milieu rural. Cas de groupement de Buzi, en chefferie de Buhavu. International Journal of Strategic Management and Economic Studies (IJSMES), 2(3), 1111-1141.*

Beune, R. M., & Klaver, D. (2020). *L'audit genre dans les 10 lycées techniques agricoles du Bénin : rapport de synthèse* (No. WCDI-21-137). Wageningen Centre for Development Innovation.

Bayo, S. (2017). *Microcrédit et genre dans un contexte de pauvreté en Haute Guinée* (Doctoral dissertation, Université Toulouse le Mirail-Toulouse II).

Camfed. (2022). *Camfed Ghana.*

Comité des droits de l'enfant. (2018). *Troisième à cinquième rapports périodiques soumis par le Cabo Verde au titre de l'article 44 de la Convention, attendus en 2017*.

Demedeme, G., & Opoku, C. B. (2022). *Economic empowerment of rural women: Assessing the effectiveness of the Rural Enterprise Program (REP) in Ghana, West Africa. Journal of Agricultural Extension and Rural Development*, 14(1), 13–23.

DE, U. G. (2011). *Le féminisme en Côte d'Ivoire*.

DE LA MICROFINANCE, A. C. T. E. U. R. S. (2007). *République Islamique de Mauritanie*.

Diarra, A., Traore, I. S., Dicko, B. E., Hamani, O., Issaley, N., Bako, T. A., ... & Tchitou, I. (2019). *Lutter contre les mariages précoces par l'autonomisation des filles. Études et travaux du LASDEL*, (126).

Entrepreneurs du Monde. (2024). *Programme Munafa : Microfinance sociale en Sierra Leone*.

Fofana, V. (2022). *Inclusion financière et autonomisation des femmes en Côte d'Ivoire : état des lieux à partir d'une étude de cas des femmes des villes de Bouaké, Yamoussoukro et Issia*.

Garcia, O. A., Nakai, F., & McGrenra, D. (2019). *République Islamique de Gambie : Évaluation du programme de pays*.

Gueye, N. F. (2020). *Analyse de la contribution des projets d'autonomisation économique des femmes et des systèmes financiers décentralisés à la réduction des inégalités de sexe en matière d'accès au crédit au Sénégal* (Doctoral dissertation, Université du Québec à Chicoutimi).

IRAM, IPAR, & FAO. (2016). *Évaluation qualitative du programme de transfert monétaire des bourses de sécurité familiale au Sénégal. Institut de Recherches et d'Applications des Méthodes de Développement (IRAM)*.

Kimou, A. J. C., Ahoure, A. A., Kra, W., Kouyaté, P., Coulibaly, D., & Boza, B. F. (2021). *Analyse de l'effet de l'employabilité des jeunes sur la violence urbaine en période post-conflit*.

Khan, A. G., Tavrow, P., & Adamu, F. (2023). *Does girls' empowerment predict contraceptive intentions? Evidence from a survey of secondary school girls in Northwest Nigeria. Sexual and Reproductive Health Matters*, 31(1), 2146034.

Koïta, D. (2018). *Relation entre le niveau d'autonomisation des femmes en âge de procréer et le mode de consommation alimentaire des enfants de 0 à 5 ans dans les communes de Balan Bakama, Séléfougou et Maramandougou dans le cercle de Kangaba*.

Koropogui, S. T., Lamah, P. D., Condé, I. S., & Kamano, T. A. (2023). *Situation de l'activité entrepreneuriale étudiante en Guinée*.

Le Parakois. (2024, 7 novembre). *Projet MIHR : Care Bénin-Togo accompagne l'indépendance économique des femmes.*

Leyo, Z. H. (2015). *Développement et émancipation des femmes : le cas de l'insécurité alimentaire au Niger. Igualdad de género y desarrollo*, 93.

Mayoux, L. (2007). *Atteindre les femmes et les autonomiser : défis pour la microfinance. Microfinance et Genre : Des nouvelles contributions pour une vieille question*, 35-39.

Mbaye, A. (2018). *Évaluation de l'impact des activités de renforcement de capacités des femmes transformatrices.*

Ministère de la Solidarité, de la Cohésion Sociale et de la Lutte contre la Pauvreté. (2020). *Autonomisation des femmes dans le cadre du SWEDD.*

Ministère d'État chargé de l'Économie et des Finances. (2015, 9 novembre). *Projet Filets Sociaux Productifs : Audit des Comptes 2015, 2016 et 2017.*

Mwebaze, J., & Dadzie, C. E. (2024, 23 avril). *The Gambia Social Registry: A Success Story in Systems Building.* Banque mondiale.

Nuru International. (2024). *Burkina Faso : Women Lead and Thrive Through TIFR.*

Raju, D., Nxumalo, M., & Osei-Akoto, I. (2022). *Evaluating the impact of the Ghana Productive Safety Nets Project (GPSNP)'s productive inclusion program.*

RET Germany. (2025, 17 avril). *In Niger, Women Find Economic and Social Empowerment Through Income-Generating Activities.*

Rubin, D., & Sutz, P. (2021). *Promouvoir un environnement juridique facilitant l'autonomisation des femmes dans les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture.*

Sacko, M. A. (2018, 24 octobre). *Filets sociaux « Jigisèmèjiri » : Le programme enregistre des résultats confortables.* Maliweb.net.

Sall, D., Coulibaly-Tandian, O. K., Alissoutin, R. L., Lamesse, F., & Thiam Labou, S. (2019). *Violences sexuelles et accès à la justice pour les femmes rurales en Afrique de l'Ouest : Mauritanie, Sénégal - Final technical report.*

Sangaret, I. (2020). *Autonomisation des femmes vulnérables participant au Programme national de bourses de sécurité familiale (PNBSF) du Sénégal, demeurant dans la commune de Saint-Louis* (Doctoral dissertation, Université Laval).

SERY, B. M., & AKA, B. E. (2025). *L'impact de l'inclusion financière sur l'autonomisation économique des femmes en Côte d'Ivoire.* *Revue Française d'Économie et de Gestion*, 6(3).

Toure, L. (2020). *Crédit et revenu des producteurs de coton au Mali : cas des zones CMDT de Koutiala et de Fana : une approche économétrique* (Doctoral dissertation, Université Cheikh Anta Diop de Dakar).

Tuegem, T. F. (2014). *L'Afrique est femme ! Les femmes pour le développement socio-économique de l'Atacora. Quaderno : master in immigrazione, genere, modelli familiari e strategie di integrazione*, 1, 81-103.

Williams, S. (1996). *Rôle économique des femmes dans les communautés de pêche : le cas de Koko au Nigeria*.

World Bank. (2014, 14 avril). *Can Skills Training Programs Increase Employment for Young Women? The Case of Liberia*.

World Bank. (2019, 1 juillet). *Sierra Leone - SSN Project Second Additional Financing*.

World Bank. (2021, 13 avril). *Cabo Verde's Social Safety Net: Responding to the COVID-19 Crisis through Temporary Cash Transfers to the Poorest Households*.

Annexe A : Tableaux d'analyse par stata

Tableau 9 : Finance - Variation du revenu des bénéficiaires avant et après le projet

| Variable | Obs | Mean | Std. Err. | Std. Dev. | [95% Conf. Interval] | |
|--|-----|------------------------|-----------|----------------------|----------------------|----------|
| Revapr~A | 30 | 89849.33 | 15503.99 | 84918.86 | 58140.11 | 121558.6 |
| revava~A | 30 | 48547.29 | 8091.882 | 44321.06 | 31997.54 | 65097.05 |
| diff | 30 | 41302.04 | 10237.06 | 56070.67 | 20364.91 | 62239.17 |
| mean(diff) = mean(RevapresFCFA - revavantFCFA) | | | | t = | 4.0346 | |
| Ho: mean(diff) = 0 | | | | degrees of freedom = | 29 | |
| Ha: mean(diff) < 0 | | Ha: mean(diff) != 0 | | Ha: mean(diff) > 0 | | |
| Pr(T < t) = 0.9998 | | Pr(T > t) = 0.0004 | | Pr(T > t) = 0.0002 | | |

**Tableau 9 : Finance - Variation du revenu des bénéficiaires avant et après le projet
(Source : nos calculs sour Stata)**

Tableau 10 : Commerce - Variation du revenu des bénéficiaires avant et après le projet

| Variable | Obs | Mean | Std. Err. | Std. Dev. | [95% Conf. Interval] | |
|--|-----|------------------------|-----------|----------------------|----------------------|----------|
| Revapr~A | 12 | 86061.5 | 24683.38 | 85505.73 | 31733.75 | 140389.2 |
| revava~A | 12 | 40417.5 | 17745.48 | 61472.15 | 1359.959 | 79475.04 |
| diff | 12 | 45644 | 14432.39 | 49995.27 | 13878.52 | 77409.48 |
| mean(diff) = mean(RevapresFCFA - revavantFCFA) | | | | t = | 3.1626 | |
| Ho: mean(diff) = 0 | | | | degrees of freedom = | 11 | |
| Ha: mean(diff) < 0 | | Ha: mean(diff) != 0 | | Ha: mean(diff) > 0 | | |
| Pr(T < t) = 0.9955 | | Pr(T > t) = 0.0090 | | Pr(T > t) = 0.0045 | | |

**Tableau 10 : Commerce - Variation du revenu des bénéficiaires avant et après le projet
(Source : nos calculs sour Stata)**

Tableau 11 : Culture - Variation du revenu des bénéficiaires avant et après le projet

| Variable | Obs | Mean | Std. Err. | Std. Dev. | [95% Conf. Interval] | |
|-----------|-----|----------|-----------|-----------|----------------------|----------|
| Revapre~A | 22 | 70864.32 | 20203.9 | 94764.7 | 28848 | 112880.6 |
| revava~A | 22 | 38292.41 | 13451.95 | 63095.23 | 10317.55 | 66267.27 |
| diff | 22 | 32571.91 | 7684.608 | 36044.01 | 16590.89 | 48552.93 |

$\text{mean}(\text{diff}) = \text{mean}(\text{RevapresFCFA} - \text{revavantFCFA})$ $t = 4.2386$
 $\text{Ho: mean}(\text{diff}) = 0$ $\text{degrees of freedom} = 21$

$\text{Ha: mean}(\text{diff}) < 0$ $\text{Ha: mean}(\text{diff}) \neq 0$ $\text{Ha: mean}(\text{diff}) > 0$
 $\text{Pr}(T < t) = 0.9998$ $\text{Pr}(|T| > |t|) = 0.0004$ $\text{Pr}(T > t) = 0.0002$

Tableau 11 : Culture - Variation du revenu des bénéficiaires avant et après le projet (Source : nos calculs sous Stata)

Annexe B : Tableaux des articles sélectionnés par pays.

| N° | Références de l'article (citation APA) | Auteur et Année | Pays ou Zone de réalisation |
|----|---|--|-----------------------------|
| 1 | Diarra, A., Traore, I. S., Dicko, B. E., Hamani, O., Issaley, N., Bako, T. A., ... & Tchitou, I. (2019). Lutter contre les mariages précoces par l'autonomisation des filles. Etudes et travaux du LASDEL, (126). | Diarra, A., Traore, I. S., Dicko, B. E., Hamani, O., Issaley, N., Bako, T. A., ... & Tchitou, I. (2019) | Togo |
| 2 | Action Éducation. (2025, 3 mars). Autonomisation économique des femmes : le parcours inspirant de Libeyeme. | Action Éducation. (2025) | |
| 3 | Banque africaine de développement. (2022). Togo - Projet d'Appui à l'inclusion Financière des Femmes Vulnérables (PAIFFV) – Rapport d'évaluation de projet. | Banque africaine de développement. (2022) | |
| 4 | Agence Française de Développement. (2020). Novissi : prévenir les impacts sociaux de la pandémie de Covid-19 au Togo. | Agence Française de Développement. (2020). | |
| 5 | Diarra, A., Traore, I. S., Dicko, B. E., Hamani, O., Issaley, N., Bako, T. A., ... & Tchitou, I. (2019). Lutter contre les mariages précoces par l'autonomisation des filles. Etudes et travaux du LASDEL, (126). | Diarra, A., Traore, I. S., Dicko, B. E., Hamani, O., Issaley, N., Bako, T. A., ... & Tchitou, I. (2019). | Niger |
| 6 | Leyo, Z. H. (2015). Développement et émancipation des femmes: le cas de l'insécurité alimentaire au Niger. <i>Igualdad de género y desarrollo</i> , 93. | Leyo, Z. H. (2015). | |
| 7 | RET Germany. (2025, 17 avril). In Niger, Women Find Economic and Social Empowerment Through Income-Generating Activities. | RET Germany. (2025) | |

| | | | |
|----|--|--|---------|
| 8 | Agence Nigérienne de Presse. (2021, 1er juin). Filets Sociaux au Niger : Les résultats obtenus à l'issue de la première phase du projet ont permis à la Banque Mondiale de financer une deuxième phase de 210 millions de dollars (Coordonateur National). https://www.faapa.info/blog/filets-sociaux-au-niger-les-resultats-obtenus-a-lissue-de-la-premiere-phase-du-projet-ont-permis-a-la-banque-mondiale-de-financer-une-deuxieme-phase-de-210-millions-de-dollars-coordonateur/ | Agence Nigérienne de Presse. (2022, 12 mai). | |
| 9 | Diarra, A., Traore, I. S., Dicko, B. E., Hamani, O., Issaley, N., Bako, T. A., ... & Tchitou, I. (2019). Lutter contre les mariages précoces par l'autonomisation des filles. Etudes et travaux du LASDEL, (126). | Diarra, A., Traore, I. S., Dicko, B. E., Hamani, O., Issaley, N., Bako, T. A., ... & Tchitou, I. (2019). | Mali |
| 10 | Rubin, D., & Sutz, P. (2021). Promouvoir un environnement juridique facilitant l'autonomisation des femmes dans les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture. | Rubin, D., & Sutz, P. (2021). | |
| 11 | Toure, L. (2020). Crédit et revenu des producteurs de coton au Mali: cas des zones CMDT de Koutiala et de Fana: une approche économétrique (Doctoral dissertation, Université Cheikh Anta Diop de Dakar). | Toure, L. (2020). | |
| 12 | Sacko, M. A. (2018, 24 octobre). <i>Filets sociaux « Jigisèmèjiri » : Le programme enregistre des résultats confortables</i> . Maliweb.net. | Sacko, M. A. (2018, 24 octobre). | |
| 13 | Tuegem, T. F. (2014). L'Afrique est femme!: les femmes pour le développement socio-économique de l'Atacora. Quaderno: master in immigrazione, genere, modelli familiari e strategie di integrazione: 1, 81-103. | Tuegem, T. F. (2014).. | |
| 14 | Beune, R. M., & Klaver, D. (2020). L'audit genre dans les 10 lycées techniques agricoles du Bénin: rapport de synthèse (No. WCDI-21-137). Wageningen Centre for Development Innovation. | Beune, R. M., & Klaver, D. (2020) | Bénin |
| 15 | BABADJIHOU, T. D., & DEDEHOUANOU, M. (2020). INTERVENTIONS DU PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DU DEVELOPPEMENT RURAL (PASDER) AU BENIN: QUELLE AMELIORATION DU REVENU DES EXPLOITATIONS FAMILIALES PRODUCTRICES DE MAÏS?(Cas des départements du Borgou et de l'Alibori). Revue des Études Multidisciplinaires en Sciences Économiques et Sociale, 5(2). | BABADJIHOU, T. D., & DEDEHOUANOU, M. (2020) | |
| 16 | Le Parakois. (2024, 7 novembre). Projet MIHR : Care Bénin-Togo accompagne l'indépendance économique des femmes. | Le Parakois. (2024) | |
| 17 | Sall, D., Coulibaly-Tandian, O. K., Alissoutin, R. L., Lamesse, F., & Thiam Labou, S. (2019). Violences sexuelles et accès à la justice pour les femmes rurales en Afrique de l'Ouest: Mauritanie, Sénégal-final technical report. | Coulibaly, O. K. (2017). | Sénégal |

| | | | |
|----|--|--|----------------|
| 18 | Sangaret, I. (2020). Autonomisation des femmes vulnérables participant au Programme national de bourses de sécurité familiale (PNBSF) du Sénégal, demeurant dans la commune de Saint-Louis (Doctoral dissertation, Université Laval). | Sangaret, I. (2020). | |
| 19 | Gueye, N. F. (2020). <i>Analyse de la contribution des projets d'autonomisation économique des femmes et des systèmes financiers décentralisés à la réduction des inégalités de sexe en matière d'accès au crédit au Sénégal</i> (Doctoral dissertation, Université du Québec à Chicoutimi). | Gueye, N. F. (2020). | |
| 20 | IRAM, IPAR, & FAO. (2016). <i>Évaluation qualitative du programme de transfert monétaire des bourses de sécurité familiale au Sénégal</i> . Institut de Recherches et d'Applications des Méthodes de développement (IRAM). | IRAM, IPAR, & FAO. (2016) | |
| 21 | DE, U. G. (2011). LE FEMINISME EN CÔTE D'IVOIRE. | DE, U. G. (2011) | Côte d'ivoire |
| 22 | SERY, B. M., & AKA, B. E. (2025). L'impact de l'inclusion financière sur l'autonomisation économique des femmes en Côte d'Ivoire. <i>Revue Française d'Economie et de Gestion</i> , 6(3). | SERY, B. M., & AKA, B. E. (2025). | |
| 23 | Fofana, V. (2022). Inclusion financière et autonomisation des femmes en côte d'ivoire: état des lieux à partir d'une étude de cas des femmes des villes de bouaké, yamoussoukro et issia. | Fofana, V. (2022). | |
| 24 | Banque mondiale. (2019). <i>Projet de Filets Sociaux Productifs en Côte d'Ivoire : Rapport d'évaluation</i> . Banque mondiale. | Banque mondiale. (2019) | |
| 25 | Yaro, A. D. (2021). Femmes, engagement social et communautaire dans le mieux-être : le cas du Burkina Faso. | Yaro, A. D. (2021) | Burkina Faso |
| 26 | Nuru International. (2024). Burkina Faso: Women Lead and Thrive Through TIFR. | Nuru International. (2024) | |
| 27 | Ministère de la Solidarité, de la Cohésion Sociale et de la Lutte contre la Pauvreté. (2020). Autonomisation des femmes dans le cadre du SWEDD. | Ministère de la Solidarité, de la Cohésion Sociale et de la Lutte contre la Pauvreté. (2020) | |
| 28 | Banque mondiale. (2024). Burkina Faso – Filets Sociaux « Burkin-Naong-Sa Ya ». Programme de protection sociale adaptative au Sahel. | Banque mondiale. (2024) | |
| 29 | Koropogui, S. T., Lamah, P. D., Condé, I. S., & Kamano, T. A. Situation de l'activité entrepreneuriale étudiante en Guinée 2023. | Koropogui, S. T., Lamah, P. D., Condé, I. S., & Kamano, T. A. (2023) | Guinée Conakry |
| 30 | Banque mondiale. (2025, 12 mars). Guinée : le parcours de Kadiatou, du mariage forcé à l'éducation. | Banque mondiale. (2025) | |
| 31 | Bayo, S. (2017). <i>Microcrédit et genre dans un contexte de pauvreté en haute Guinée</i> (Doctoral dissertation, Université Toulouse le Mirail-Toulouse II). | Bayo, S. (2017). | |
| 32 | Africa Guinee. (2018, novembre 21). Le Projet de Filets Sociaux Productifs : Présence, écoute et proximité pour une émergence productive durable. | Africa Guinee. (2018) | |

| | | | |
|----|--|--|--------------|
| 33 | Kimou, A. J. C., Ahoure, A. A., Kra, W., Kouyaté, P., Coulibaly, D., & Boza, B. F. (2021). Analyse de l'effet de l'employabilité des jeunes sur la violence urbaine en période post-conflit. | Kimou, A. J. C., Ahoure, A. A., Kra, W., Kouyaté, P., Coulibaly, D., & Boza, B. F. (2021) | Sierra Leone |
| 34 | Entrepreneurs du Monde. (2024). Programme Munafa : Microfinance sociale en Sierra Leone. | Entrepreneurs du Monde. (2024) | |
| 35 | MAYOUX, L. (2007). Atteindre les femmes et les autonomiser: défis pour la microfinance ³⁹ . <i>Microfinance et Genre: Des nouvelles contributions pour une vieille question</i> , 35. | MAYOUX, L. (2007). | |
| 36 | World Bank. (2019, juillet 1). Sierra Leone - SSN Project Second Additional Financing. | World Bank. (2019) | |
| 37 | Koïta, D. (2018). Relation entre le niveau d'autonomisation des femmes en âge de procréer et le mode de consommation alimentaire des enfants de 0 à 5 ans dans les communes de Balan Bakama, Séléfougou et Maramandougou dans le cercle de kangaba. | Koïta, D. (2018). | Gambie |
| 37 | Garcia, O. A., Nakai, F., & McGrenra, D. (2019). République islamique de Gambie Évaluation du programme de pays. | Garcia, O. A., Nakai, F., & McGrenra, D. (2019). | |
| 39 | Mbaye, A. (2018). Évaluation de l'impact des activités de renforcement de capacités des Femmes transformatrices. | Mbaye, A. (2018) | |
| 40 | Mwebaze, J., & Dadzie, C. E. (2024, 23 avril). <i>The Gambia Social Registry: A Success Story in Systems Building</i> . Banque mondiale. | Mwebaze, J., & Dadzie, C. E. (2024) | |
| 41 | Barry, B., Sidibe, A., Baka, H., El Moctar, A., Sow, O., Mugo, J. K., ... & Gantenbein, N. (2012). Etude d'une formule d'éducation alternative viable à l'autonomisation des jeunes issus des communautés pastorales/nomades: cas du Burkina Faso, du Niger, du Mali, du Nigeria, de la Mauritanie et du Kenya. ADEA working document. | Coulibaly, O. K. (2017). | Mauritanie |
| 42 | Barry, B., Sidibe, A., Baka, H., El Moctar, A., Sow, O., Mugo, J. K., ... & Gantenbein, N. (2012). Etude d'une formule d'éducation alternative viable à l'autonomisation des jeunes issus des communautés pastorales/nomades: cas du Burkina Faso, du Niger, du Mali, du Nigeria, de la Mauritanie et du Kenya. <i>ADEA working document</i> . | Barry, B., Sidibe, A., Baka, H., El Moctar, A., Sow, O., Mugo, J. K., ... & Gantenbein, N. (2012). | |
| 43 | DE LA MICROFINANCE, A. C. T. E. U. R. S. (2007). REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE. | A. C. T. E. U. R. S. (2007) | |
| 44 | Banque mondiale. (2020, 10 mars). <i>La Mauritanie va renforcer son système de filets sociaux</i> . | Banque mondiale. (2020) | |
| 45 | Khan, A. G., Tavrow, P., & Adamu, F. (2023). Does girls' empowerment predict contraceptive intentions? Evidence from a survey of secondary school girls in Northwest Nigeria. <i>Sexual and Reproductive Health Matters</i> , 31(1), 2146034. | Khan, A. G., Tavrow, P., & Adamu, F. (2023) | Nigeria |
| 46 | Williams, S. (1996). Role économique des femmes dans les communautés de pêche: le cas de Koko au Nigeria. | Williams, S. (1996) | |

| | | | |
|----|--|---|---------------|
| 47 | BAHATI, G. B., KABIKA, G. G., MUGABE, M. J. T., & MANEGABE, J. T. (2023). L'approche association villageoise d'épargne et de crédit et l'autonomisation socioéconomique des femmes en milieu rural. Cas de groupement de buzi, en chefferie de Buhavu. <i>International Journal of Strategic Management and Economic Studies (IJSMES)</i> , 2(3), 1111-1141. | BAHATI, G. B., KABIKA, G. G., MUGABE, M. J. T., & MANEGABE, J. T. (2023). | |
| 48 | Ajayi, K., Bossuroy, T., Fashogbon, A., Kalra, N., & Okunogbe, O. (2019). <i>National Social Safety Nets Project Livelihood Pilot Baseline Survey 2019 (NASSP-BL 2019)</i> [Enquête de référence]. Banque mondiale. | Ajayi, K., Bossuroy, T., Fashogbon, A., Kalra, N., & Okunogbe, O. (2019). | |
| 49 | Bandia, Y. (2020). L'Autonomisation économique des jeunes et des femmes à travers le Projet Pôle de Développement de la Casamance (PPDC): cas de la ferme horticole départementale de Ziguinchor à Yabone. | Bandia, Y. (2020). | Guinée Bissau |
| 50 | Barai, C. (2019). Agriculture urbaine et développement durable-impacts socio-économiques et environnementaux : le cas du maraîchage urbain à Bissau, Guinée-Bissau. | Barai, C. (2019) | |
| 51 | Mbaye, A. (2018). Évaluation de l'impact des activités de renforcement de capacités des Femmes transformatrices. | Mbaye, A. (2018). | |
| 52 | Ministère d'État chargé de l'Économie et des Finances. (2015, 9 novembre). <i>Projet Filets Sociaux Productifs : Audit des Comptes 2015, 2016 et 2017</i> . | Ministère d'État chargé de l'Économie et des Finances. (2015, 9 novembre) | |
| 53 | Camfed. (2022). Camfed Ghana. | Camfed. (2022). | Ghana |
| 54 | Demedeme, G., & Opoku, C. B. (2022). Economic empowerment of rural women: Assessing the effectiveness of the rural enterprise program (REP) in Ghana, West Africa. <i>Journal of Agricultural Extension and Rural Development</i> , 14(1), 13–23. | Demedeme, G., & Opoku, C. B. (2022) | |
| 55 | Adaawen, D. A. (2017). <i>Microcredit and Women Empowerment: A Case Study of The "Women In Development" Program in La Dade-Kotopon Municipal Assembly</i> [Thèse de master, University of Ghana] | Adaawen, D. A. (2017) | |
| 56 | Raju, D., Nxumalo, M., & Osei-Akoto, I. (2022). <i>Evaluating the impact of the Ghana Productive Safety Nets Project (GPSNP)'s productive inclusion program</i> . | Raju, D., Nxumalo, M., & Osei-Akoto, I. (2022) | |
| 57 | Adoho, F., Chakravarty, S., Korkoyah, D. T. Jr., Lundberg, M., & Tasneem, A. (2014). <i>The Impact of an Adolescent Girls Employment Program: The EPAG Project in Liberia</i> . | Adoho, F., Chakravarty, S., Korkoyah, D. T. Jr., Lundberg, M., & Tasneem, A. (2014) | Libéria |
| 58 | World Bank. (2014, April 14). <i>Can Skills Training Programs Increase Employment for Young Women? The Case of Liberia</i> . | World Bank. (2014) | |

| | | | |
|----|--|--|-----------|
| 59 | AllAfrica. (2024, October 28). <i>Liberia: The Ripple Effect of Financial Inclusion and Women's Economic Empowerment.</i> | AllAfrica. (2024) | |
| 60 | World Bank. (2022, May 10). <i>Responding to COVID-19 by Advancing Social Safety Nets in Liberia.</i> | World Bank. (2022) | |
| 61 | Comité des droits de l'enfant. (2018). <i>Troisième à cinquième rapports périodiques soumis par le Cabo Verde au titre de l'article 44 de la Convention, attendus en 2017.</i> | Comité des droits de l'enfant. (2018) | Cape Vert |
| 62 | Barros, A. (2023, 25 mai). <i>Cap-Vert : un nouveau projet d'appui aux femmes voit le jour.</i> Inlusophonie. | Barros, A. (2023) | |
| 63 | Organisation Internationale du Travail. (2021). <i>Women entrepreneurs in Cape Verde receive support for growing and formalizing their businesses.</i> | Organisation Internationale du Travail. (2021) | |
| 64 | World Bank. (2021, April 13). <i>Cabo Verde's Social Safety Net: Responding to the COVID-19 Crisis through Temporary Cash Transfers to the Poorest Households.</i> | World Bank. (2021) | |

